



NORMANDIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R28-2024-221

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie / Service Eau Littoral et Biodiversité

R28-2024-12-19-00011 - Arrêté modifiant l'arrêté n°

2023-SRN-BBEN-01 relatif à la création de l'établissement public de coopération environnementale dénommé "Conservatoire botanique de Normandie" (20 pages)

Page 3

Préfecture de la région Normandie - SGAR / Secrétariat général pour les affaires régionales

R28-2024-12-17-00004 - Arrêté n° SGAR 24-153 portant modification de la composition de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie (6 pages)

Page 24

R28-2024-12-13-00011 - Arrêté n° SGAR 24-154 portant subdélégation de signature au profit de Monsieur Sylvain VEDEL, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie, pour les missions FranceAgriMer (4 pages)

Page 31

R28-2024-11-29-00011 - Brochure tarifaire droits de Port 2025 (57 pages)

Page 36

R28-2024-11-29-00012 - Droits de Port - Grand Port Fluvio-Maritime de l'Axe Seine (2 pages)

Page 94

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Normandie

R28-2024-12-19-00011

Arrêté modifiant l'arrêté n° 2023-SRN-BBEN-01
relatif à la création de l'établissement public de
coopération environnementale dénommé
"Conservatoire botanique de Normandie"



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté n°
modifiant l'arrêté n° 2023-SRN-BBEN-01 relatif à la création
de l'établissement public de coopération environnementale
dénommé "Conservatoire botanique de Normandie"**

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- vu le code de l'environnement,
- vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1431-1 à L1431-9 et R1431-1 à R1431-21,
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° 2023-SRN-BBEN-01 du 9 mai 2023 relatif à la création de l'établissement public de coopération environnementale (EPCE) dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;
- vu les statuts du Conservatoire botanique de Normandie, et notamment leur article 7 ;
- vu la délibération de la Métropole Rouen Normandie en date du 20 mars 2023 demandant son adhésion au Conservatoire botanique de Normandie ;
- vu la délibération du conseil d'administration de l'Université Caen Normandie en date du 11 juillet 2023 demandant son adhésion au Conservatoire botanique de Normandie ;
- vu la délibération du conseil d'administration du Conservatoire botanique de Normandie en date du 19 février 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie et la modification des statuts ;
- vu la délibération n°28 de la commission permanente du département du Calvados en date du 18 mars 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération (dossier n° 2.010) du conseil départemental du département de l'Orne en date du 29 mars 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;

Préfecture de la région Normandie
7 place de la Madeleine - CS 16036 - 76036 ROUEN cedex
Standard : 02 32 76 50 00
Courriel : secretariat-sgar@normandie.gouv.fr

- vu la délibération n° 20240101 du conseil communautaire de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole en date du 11 avril 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° C-2024-05-21/46 du conseil municipal de la ville de Caen en date du 21 mai 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° B-2024-05-23/03 du bureau communautaire de la Communauté urbaine Caen la mer en date du 23 mai 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° 2024-C05-4-1 de la commission permanente du département de l'Eure en date du 24 mai 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° CP.2024-05-24.3-1 de la commission permanente du département de la Manche en date du 24 mai 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° CP D 24-05-196 de la commission permanente du Conseil régional de Normandie en date du 27 mai 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° B 2024/12 du bureau du Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin en date du 28 mai 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération n° 2024/11 du conseil d'administration de l'Office français de la Biodiversité en date du 27 juin 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la délibération de la ville de Rouen en date du 3 octobre 2024 approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;
- vu la décision du directeur général adjoint de l'Office national des Forêts approuvant l'adhésion de la Métropole Rouen Normandie et de l'Université Caen Normandie au Conservatoire botanique de Normandie et la modification de ses statuts ;

Sur proposition de la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1er – Modification des statuts

Les statuts de l'établissement public de coopération environnementale Conservatoire botanique de Normandie figurant à l'annexe de l'arrêté n° 2023-SRN-BBEN-01 du 9 mai 2023 sont remplacés par ceux figurant en annexe du présent arrêté.

Article 2 – Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Article 3 – Exécution

Le secrétaire général aux affaires régionales et le directeur du Conservatoire botanique de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Fait à Rouen, le 19 décembre 2024



Jean-Benoît ALBERTINI

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE « CONSERVATOIRE
BOTANIQUE DE NORMANDIE »**

STATUTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.414-10 et R.416-1 à R.416-5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21 ;

Vu la délibération n° AP D-22-12-21 du conseil régional de la Région Normandie en date du 12 décembre 2022 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération n°20230054 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole en date du 9 février 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération n°2023-01-26/04 du conseil communautaire de la communauté urbaine de Caen la mer en date du 26 janvier 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération n°25 de la commission permanente du département du Calvados en date du 27 février 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération (rapport n°2023-C03-4-4) de la commission permanente du département de l'Eure en date du 10 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération n°2023-08 du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité (OFB) en date du 16 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération n° CP D 23-03-135 de la commission permanente de la Région Normandie en date du 20 mars 2023, et notamment ce qui concerne le conservatoire botanique de Normandie ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Rouen en date du 20 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération CS 2023/71 du comité syndical du Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin en date du 21 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération CD.2023-03-24.3-2 du conseil départemental du département de la Manche en date du 24 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération n°C-2023-03-27/07 du conseil municipal de la ville de Caen en date du 27 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération (dossier n°2.009) du conseil départemental du département de l'Orne en date du 31 mars 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la délibération (n° 2023-055) de l'Université Caen Normandie en date du 11 juillet 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie »

Vu la délibération (GF/ORD/DTEnv/23-7086) de la métropole Rouen Normandie en date du 7 novembre 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie » ;

Vu la décision du directeur général adjoint de l'office national des forêts en date du 20 avril 2023 relative à la création d'un établissement public de coopération environnementale (EPCE), dénommé « Conservatoire botanique de Normandie ».

Préambule

Avec la réunification de la Normandie au 1^{er} janvier 2016 et les nouveaux outils créés par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, la gouvernance normande en matière de biodiversité a été totalement modifiée :

- L'agence normande de la biodiversité et du développement durable (ANBDD) a été créée fin 2019,
- le comité régional de la biodiversité de Normandie a été créé et installé par l'État et la Région en septembre 2017,
- le conseil scientifique régional du patrimoine naturel a été recomposé en 2017 au format normand,
- Les 2 conservatoires d'espaces naturels (CEN) Seine Normandie et Normandie Ouest ont fusionné fin 2019 pour créer le conservatoire d'espaces naturels de Normandie.

Parallèlement, par lettre du 1^{er} juin 2018, le ministre d'État a confié au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) la mission de faire le point sur la situation des conservatoires botaniques nationaux (CBN) à l'échelle nationale afin de les conforter sur les plans économique et organisationnel comme acteurs de premier plan pour évaluer et enrayer le déclin de la biodiversité. Le rapport a été publié le 12 novembre 2019. Il recommande d'« *Engager officiellement, sans plus attendre, la création d'un CBN normand...* ». En effet, à la date du rapport, le territoire normand est couvert par 2 structures dont le siège d'aucune n'est situé en Normandie (l'un est à Brest en Bretagne et l'autre à Bailleul dans les Hauts-de-France) même si 2 antennes de ces CBN ont été implantés à Caen et à Rouen.

Sur la base de ce constat, l'État et la région Normandie ont amorcé en 2020 une réflexion sur le dispositif actuel des CBN présents sur le territoire. Il s'agit, pour l'État, de valablement territorialiser les orientations nationales qu'il lui incombe de décliner et, pour la Région Normandie, de pleinement exercer la compétence de chef de file « biodiversité » que la loi lui a transférée. Au-delà, il s'agit pour le collectif normand engagé en faveur de la biodiversité de se doter d'un CBN au service du territoire normand.

ONT ÉTÉ APPROUVÉS LES PRÉSENTS STATUTS

Titre premier – Constitution

Article 1^{er} – Création

Il est créé entre :

- L'État,
- La Région Normandie,
- Le département du Calvados,
- Le département de l'Eure,
- Le département de la Manche,
- Le département de l'Orne,
- La métropole Rouen Normandie,
- La communauté urbaine Le Havre Seine Métropole,
- La communauté urbaine Caen la mer,
- La ville de Caen,
- La ville de Rouen,
- Le parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin,
- L'office français de la biodiversité, et
- L'office national des forêts
- L'université Caen Normandie

un établissement public de coopération environnementale régi par les articles L.1431-1 et suivants et les articles R.1431-1 et suivant du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La dénomination de l'établissement public de coopération environnementale est : « Conservatoire botanique de Normandie ».

Dans les présents statuts, l'établissement public de coopération environnementale « Conservatoire botanique de Normandie » est désigné par les appellations ci-après « l'EPCE » ou « l'établissement ».

Article 3 – Siège et antenne(s)

Le siège de l'établissement est fixé à l'adresse suivante : Bâtiment CANOPE - 21 rue du Moulin au Roy – 14000 CAEN.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

L'établissement comprend également une antenne à l'adresse suivante : Jardin des plantes de Rouen - 114 ter, avenue des Martyrs de la Résistance - 76100 ROUEN.

Toute création d'une antenne supplémentaire fera l'objet d'une décision du conseil d'administration.

Article 4 – Qualification juridique

L'EPCE a un caractère administratif.

Il s'administre librement dans les conditions fixées par les présents statuts et par les lois et règlements qui lui sont applicables.

Article 5 - Missions

L'établissement public de coopération environnementale « Conservatoire botanique de Normandie » a pour vocation d'obtenir l'agrément en tant que conservatoire botanique national. Il contribue à la connaissance et à la conservation de la nature dans les domaines de la flore sauvage, de la fonge, des végétations et des habitats naturels et semi-naturels et participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'inventaire du patrimoine naturel.

Pour ce faire, il a notamment pour missions, conformément aux dispositions de l'article R.416-1 du code de l'environnement, de :

- Développer la connaissance sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats, aux échelles territoriales, nationale et biogéographiques ;
- Gérer, diffuser et valoriser les données sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats ;
- Contribuer à la gestion conservatoire de la flore, de la fonge, des ressources phytogénétiques sauvages, des végétations, des habitats et des espaces, et à la restauration écologique ;
- Apporter son appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques et de la réglementation aux échelles territoriales, nationale et européenne ;
- Communiquer, sensibiliser et mobiliser les acteurs ;

Article 6 – Durée

L'établissement public de coopération environnementale est constitué pour une durée indéterminée, sauf dissolution anticipée dans les conditions précisées à l'article 7 ci-après.

L'EPCE jouit de la personnalité morale à compter de la fin de la procédure rendant exécutoire l'arrêté du préfet de la région Normandie approuvant les présents statuts.

Article 7 – Adhésion, retrait et dissolution

Les règles d'adhésion à l'établissement public de coopération environnementale sont fixées à l'article R.1431-3 du code général des collectivités territoriales. Dans le cadre de la mise en œuvre de cet article R.1431-3, les délibérations du conseil d'administration de l'EPCE relatives à la proposition d'adhésion à l'établissement public de coopération environnementale déterminent les conséquences de cette adhésion en termes de représentation, d'apports, de contribution financière et de mise à disposition et proposent les modifications statutaires afférentes.

Les règles de retrait et de dissolution sont fixées par les articles R.1431-19 et R.1431-20 du code général des collectivités territoriales.

En cas de dissolution de l'EPCE, la liquidation s'opère dans les conditions prévues par l'article R.1431-21 du code général des collectivités territoriales.

Titre II – Organisation, administration et représentation de l'EPCE

Article 8 – Organisation générale

Conformément à l'article L.1431-3 du code général des collectivités territoriales, l'établissement public de coopération environnementale est administré par un conseil d'administration et son président. Il est dirigé par un directeur.

Article 9 - Conseil d'administration

9.1 Composition :

Le conseil d'administration comporte vingt et un (21) membres répartis ainsi qu'il suit :

- Douze (12) représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;
- Deux (2) représentants de l'État ;
- Trois (3) représentants des établissements publics nationaux ;
- Deux (2) personnalités qualifiées ;
- Deux (2) représentants du personnel.

Le conseil d'administration est composé de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes désignés, d'une part, et des femmes désignées, d'autre part, ne soit pas supérieur à 1.

9.1.1 Représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements :

Les collectivités territoriales membres de l'EPCE sont représentées au sein du conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- La Région Normandie désigne au sein de son conseil régional deux (2) conseillers régionaux pour la durée de leur mandat électif ;
- Le département du Calvados désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- Le département de l'Eure désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- Le département de la Manche désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- Le département de l'Orne désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- La métropole Rouen Normandie désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- La communauté urbaine Le Havre Seine Métropole désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- la communauté urbaine Caen la mer désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- La ville de Caen désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- La ville de Rouen désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;
- Le parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin désigne au sein de son organe délibérant un (1) conseiller pour la durée de son mandat électif ;

9.1.2 Représentant(s) de l'État :

Le préfet de la région Normandie désigne les deux (2) représentants de l'État.

9.1.3 Représentant(s) des établissements publics nationaux :

Un représentant sera désigné par chacun des établissements publics nationaux suivant, selon les modalités propres à chaque établissement, pour une durée de trois (3) ans renouvelable :

- L'Office français de la biodiversité désigne un (1) représentant ;
- L'Office national des forêts désigne un (1) représentant ;
- L'Université Caen Normandie désigne un (1) représentant.

9.1.4 Personnes qualifiées :

Les personnes qualifiées dans les domaines de compétence de l'EPCE sont désignées conformément à l'article R.1431-4 2° du code général des collectivités territoriales, pour une durée de trois (3) ans renouvelable.

En l'absence d'accord sur la nomination conjointe des personnalités qualifiées par les personnes publiques membres de l'établissement public de coopération environnementale, chacune d'entre elles nomme le nombre de personnalités qualifiées suivant les modalités prévues ci-après :

- Une personnalité qualifiée désignée ainsi qu'un suppléant par délibération de l'assemblée délibérante de la Région Normandie ;
- Une personnalité qualifiée désignée ainsi qu'un suppléant par décision du préfet de la région Normandie.

9.1.5 Représentants du personnel :

Les représentants du personnel sont élus pour une durée de trois (3) ans renouvelable. Les modalités d'élection des représentants du personnel sont fixées par le conseil d'administration et annexées à son règlement intérieur.

Les représentants élus du personnel siègent dès leur élection.

9.1.6 Suppléants :

Pour chacun des membres du conseil d'administration mentionnés ci-dessus, un membre suppléant est désigné dans les mêmes conditions que le membre titulaire qu'il supplée. Il siège au conseil d'administration avec voix délibérative, en l'absence du membre titulaire.

9.2 *Empêchement ou vacance des membres désignés ou élus du conseil d'administration :*

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement prolongé d'un administrateur survenant plus de six (6) mois avant expiration du mandat ou de la perte de la qualité en raison de laquelle la personne a été désignée administrateur, il est procédé à son remplacement (désignation ou élection dans les mêmes conditions) pour la durée du mandat restant à courir.

9.3 *Gratuité des fonctions exercées par les membres du conseil d'administration :*

Les fonctions de membres du conseil d'administration de l'EPCE sont exercées gratuitement. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement prévues par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'établissement public de coopération environnementale pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

9.4 *Fonctionnement :*

Le conseil d'administration est convoqué, par son président, 20 jours au moins à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'EPCE l'exige et au moins deux (2) fois par an. Il est réuni de droit à la demande de la moitié de ses membres.

En l'absence de son suppléant, un membre du conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre pour le représenter à une séance. Aucun membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

Les membres du conseil d'administration peuvent y participer à distance selon des modalités précisées par le règlement intérieur de l'EPCE.

Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié au moins de ses membres est présente. Si, faute de quorum, la réunion ne peut se tenir valablement, les membres sont convoqués pour une nouvelle réunion avec le même ordre du jour dans un délai de huit (8) jours. Il délibère alors valablement quels que soient les membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple, sauf stipulations contraires de textes législatifs ou réglementaires ou des présents statuts. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration dispose d'une voix prépondérante.

Le président du conseil d'administration peut inviter des personnes à assister aux séances du conseil d'administration, avec voix consultative, lorsqu'il juge la présence utile en fonction de l'ordre du jour.

Le directeur de l'EPCE assiste, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration, sauf lorsqu'il est personnellement concerné.

Le président du conseil scientifique de l'EPCE assiste, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration.

Les modalités de fonctionnement et de vote au sein du conseil d'administration sont précisées dans le règlement intérieur de l'EPCE.

9.5 Attributions :

Le conseil d'administration détermine la politique de l'établissement et définit les orientations générales. Il règle, par ses délibérations, toutes les questions relatives au fonctionnement de l'établissement.

Il délibère notamment sur les objets suivants :

- 1 Les orientations générales de la politique de l'établissement et, le cas échéant, un contrat d'objectifs ;
- 2 Le budget et ses modifications ;
- 3 Les comptes et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 4 Les créations, transformations et suppressions d'emplois permanents ;
- 5 Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'établissement public est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
- 6 Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
- 7 Les projets de délégation de service public ;
- 8 Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
- 9 Les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ;
- 10 L'acceptation des dons et legs ;
- 11 Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
- 12 Les transactions ;
- 13 Le règlement intérieur de l'établissement ;
- 14 Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'établissement a fait l'objet ;
- 15 Le rapport d'activité.

Le conseil d'administration détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumises pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la plus prochaine séance du conseil d'administration, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Article 10 – Président et vice-président

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci en son sein, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois (3) ans renouvelable au maximum deux fois, qui ne peut excéder, le cas échéant, celle de son mandat électif.

Le vice-président assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement. Le vice-président est désigné dans les mêmes conditions que le président.

Le président nomme le directeur de l'établissement public, dans les conditions prévues aux articles L.1431-5 et R.1431-10 du code général des collectivités territoriales.

Le président nomme le personnel de l'établissement public, après avis du directeur.

Il peut déléguer sa signature au directeur.

Article 11 – Directeur

11.1 Désignation :

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures après établissement d'un cahier des charges en vue d'établir conjointement une liste de candidats à l'emploi de directeur.

Après réception des candidatures et au vu des projets d'orientations environnementales présentés par les candidats, elles établissent une liste de présélection des candidats d'un commun accord, dans le respect du principe d'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités de direction.

Le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le candidat de son choix parmi la liste de présélection.

Sur cette proposition du conseil d'administration, le directeur de l'EPCE est nommé par le président du conseil d'administration.

11.2 Mandat :

Le directeur est nommé pour une durée initiale de cinq (5) ans renouvelable par période de trois (3) ans.

Le directeur bénéficie d'un contrat à durée déterminée d'une durée égale à la durée de son mandat. Lorsque le mandat est renouvelé, après approbation par le conseil d'administration du nouveau projet présenté par le directeur, le contrat de ce dernier fait l'objet d'une reconduction expresse d'une durée équivalente à celle du renouvellement du mandat.

11.3 Attributions :

Le directeur dirige l'établissement et à ce titre, il :

- élabore et met en œuvre le projet environnemental pour lequel il a été nommé et rend compte de l'exécution de ce projet au conseil d'administration ;
- assure le bon fonctionnement de l'établissement ;
- est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement ;
- prépare le budget et ses décisions modificatives et en assure l'exécution ;
- assure la direction de l'ensemble des services ;
- est consulté pour avis par le président du conseil d'administration sur le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;
- est responsable du personnel et, à ce titre, il définit les conditions d'emplois des contrats de travail, a autorité sur l'ensemble du personnel, sélectionne et propose au président le recrutement et la nomination aux emplois de l'établissement ;
- passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
- représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

Le directeur peut, sans qu'il soit nécessaire de recueillir l'autorisation préalable du conseil d'administration, diligenter tous les actes conservatoires des droits de l'établissement, notamment, en demande comme en défense, dans le cadre des procédures d'urgence ouvertes devant les juridictions civiles, commerciales et administratives.

Il peut prendre toutes mesures de sûreté lorsqu'il constate que les usagers ou les personnels sont ou risquent d'être exposés à une situation de péril imminent dans l'enceinte de l'établissement.

11.4 Règles particulières relatives au directeur :

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales ou structures membres de l'établissement et avec toute fonction dans un groupement qui en est membre ainsi qu'avec celles de membre du conseil d'administration de l'établissement public de coopération environnementale.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'établissement public (notamment dans le cadre de marchés de travaux, de fournitures ou de services), occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'établissement.

Si, après avoir été mis à même de présenter ses observations, il est constaté qu'il a manqué à ces règles, le directeur est démis d'office de ses fonctions par le conseil d'administration.

11.5 Intérim

En cas de motifs graves (décès, démission, révocation) ou de vacance du poste de directeur, le président du conseil d'administration nomme, sur proposition du conseil d'administration, pour une durée qui ne peut excéder six (6) mois, un ordonnateur pour assurer l'intérim avant la nomination d'un nouveau directeur selon la procédure définie à l'article 11.1.

Le conseil d'administration délibère sur les attributions (telles que définies à l'article 11.3) qui sont confiées à la personne ainsi chargée de cet intérim.

Article 12 – Conseil scientifique

Le conseil scientifique est un organe consultatif de l'établissement de coopération environnementale.

Le conseil scientifique est consulté sur le projet d'établissement, sur les rapports d'activités et sur le bilan synthétique à mi-parcours. Il peut être sollicité pour donner son avis sur les programmes, les projets thématiques ou tout autre sujet scientifique en lien avec les domaines d'activités de l'EPCE.

Le conseil scientifique est composé d'au minimum 15 membres dont notamment :

- des représentants d'organismes de recherche ;
- des personnes qualifiées dans les différents domaines d'activité du conservatoire botanique de Normandie.

Les membres du conseil scientifique élisent en leur sein, à la majorité des membres, un président.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la Région Normandie et la direction régionale de l'Office français de la biodiversité sont invitées à participer aux réunions du conseil scientifique. D'autres personnes peuvent être invitées par le président du conseil scientifique en tant que de besoin suivant l'ordre du jour.

Le mandat des membres du conseil scientifique est d'une durée de trois (3) ans renouvelable.

Le conseil scientifique se réunit au moins une fois par an. Ses réunions font l'objet d'un compte-rendu envoyé à ses membres, aux membres du conseil d'administration, au ministère chargé de la protection de la nature et à la coordination nationale des conservatoires botaniques nationaux assurée par l'office français de la biodiversité.

Le règlement intérieur de l'EPCE détermine la composition et le fonctionnement détaillé de ce conseil, ainsi que les modalités de support administratif apporté à ce conseil par les personnels de l'EPCE.

Les fonctions de membres du conseil scientifique de l'EPCE sont exercées gratuitement. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement prévues par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié.

Article 13 – Conseil partenarial

Espace de travail, le conseil partenarial a pour rôle consultatif de contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi du programme d'actions de l'établissement public de coopération environnementale. Il peut être force de proposition pour la mise en œuvre des missions de l'EPCE, telles qu'énoncées à l'article 5 des présents statuts.

Le conseil partenarial est un lieu permettant l'expression des différentes catégories d'acteurs intervenant dans les domaines de la flore sauvage, de la fonge, des végétations et des habitats naturels et semi-naturels.

Il peut notamment associer :

- des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- des représentants des parcs naturels régionaux ;
- des représentants de l'État et de ses établissements publics ;
- des représentants d'organismes socio-professionnels et d'usagers de la nature ;
- des représentants d'associations, d'organismes ou de fondations œuvrant en matière de flore sauvage, de fonge, de végétations et d'habitats naturels et semi-naturels ;
- des scientifiques ou représentants d'organismes de recherches, d'étude ou d'appui aux politiques publiques et d'autres personnalités qualifiées.

Selon les besoins et les sujets, le conseil partenarial peut se réunir en groupes de travail.

Le règlement intérieur de l'EPCE détermine la composition et le fonctionnement détaillé de ce conseil, ainsi que les modalités de support administratif apporté à ce conseil par les personnels de l'EPCE.

Les fonctions de membres du conseil partenarial de l'EPCE sont exercées gratuitement. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement prévues par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié.

Article 14 – Régime juridique des actes

Les délibérations du conseil d'administration, ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'établissement public de coopération environnementale, font l'objet d'une publicité par voie dématérialisée suivant les conditions précisées à l'article R.1431-9 du code général des collectivités territoriales.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre I de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

Article 15 – Transactions

L'établissement public de coopération environnementale est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2052 du Code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant aux personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.

Une délibération du conseil d'administration déterminera les modalités de délégation accordées au directeur concernant les transactions conformément à l'article 9.5 des présents statuts.

Titre III – Régime financier et comptable

Article 16 – Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie du Code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'établissement public de coopération environnementale.

L'établissement public de coopération environnementale applique l'instruction budgétaire et comptable M57, nomenclature adaptée pour cet établissement.

Article 17 – Budget et règlement financier

Le budget est adopté par le conseil d'administration dans les six (6) mois qui suivent la création de l'établissement public de coopération environnementale, puis, chaque année, dans le respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. En dépense, il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs de l'établissement en distinguant les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement.

Un règlement financier, adopté par le conseil d'administration, précise, dans le respect de la réglementation budgétaire applicable, les règles relatives à la préparation, à l'adoption et à la présentation du budget initial et des budgets rectificatifs.

L'adhésion aux présents statuts emporte de plein droit l'adhésion au règlement financier.

Ce règlement acquiert vis-à-vis des membres de l'établissement public la même force obligatoire que les présents statuts dès leur adoption par le conseil d'administration.

Article 18 – Comptable

Le comptable de l'établissement public de coopération environnemental est un comptable de la direction des finances publiques ayant la qualité de comptable principal.

Il est nommé par le préfet de la région Normandie, après avis conforme du directeur régional des finances publiques de Normandie. Il ne peut être remplacé ou révoqué que dans les mêmes formes.

Article 19 – Régies d'avances et de recettes

Le directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes, et d'avances, soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 20 – Ressources

Les ressources de l'établissement public de coopération environnementale comprennent notamment :

- Les participations financières (cotisations statutaires annuelles, subventions et autres concours financiers) de l'Union Européenne, de l'État, des collectivités territoriales et de toutes autres personnes publiques ou privées ;
- Les libéralités, dons et legs divers et leurs revenus, en espèces et en nature, y compris celles reçues au titre du mécénat des entreprises et des particuliers ;
- Le produit des contrats et des concessions ;
- Le produit de la vente de prestations, publications et de documents ;
- Le produit des manifestations organisées par l'établissement ;
- Les revenus des biens meubles et immeubles ;
- Le revenu des biens et placements de ses fonds ;
- Le produit des aliénations ;
- Le produit des emprunts ;
- et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements.

Article 21 – Apports et contributions des membres

Les personnes publiques membres de l'EPCE doivent contribuer, pendant toute la durée de l'établissement, aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'établissement public de coopération environnementale par des contributions annuelles obligatoires qui peuvent être :

- des contributions financières
- des contributions non financières sous la forme de mise à disposition sans contreparties financières de personnels, de locaux ou d'équipements

Les contributions annuelles initiales sont mentionnées en annexe 1. Elles comprennent des dotations ainsi que des cotisations.

Le montant initial des cotisations annuelles est réexaminé par le conseil d'administration au moins tous les 3 ans à partir de la date de la création de l'EPCE.

Dans le cadre de la préparation du budget annuel de l'EPCE voté en conseil d'administration, chaque membre peut convenir d'apporter une participation financière complémentaire aux ressources de l'EPCE pour l'exercice.

À leur demande, la contribution des membres pourra être fléchée au sein du budget de l'EPCE pour les activités et missions particulières pour lesquelles ils auront signifié leur intérêt.

Article 22 – Charges

Les charges de l'établissement public de coopération environnementale comprennent notamment :

- les frais de personnel ;
- les frais de fonctionnement et d'exploitation ;
- les dépenses d'équipement ;
- les impôts et contributions de toute nature et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement par l'établissement de ses missions.

Article 23 – Achats

Les achats de fournitures, de services et de travaux de l'établissement public de coopération environnementale sont soumis au Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales, une commission d'appel d'offres est instituée. Elle est présidée par le directeur ou son représentant et comprend en outre cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus au sein du conseil d'administration à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Titre IV – Personnel

Article 24 – Dispositions relatives au personnel

Le personnel de l'établissement public de coopération environnementale est régi par les dispositions de l'article L.1431-6-I du Code général des collectivités territoriales.

Titre VI – Dispositions diverses

Article 25 – Modifications statutaires

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du conseil d'administration par délibérations concordantes de l'ensemble des membres de l'établissement public de coopération environnementale. Un arrêté du représentant de l'État approuve la décision de modification des statuts.

Article 26 – Litiges

Les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de l'établissement public de coopération environnementale ou lors de sa liquidation, soit entre des tiers et l'établissement, soit entre les membres de l'établissement, seront réglées de façon amiable.

En cas d'échec, elles seront soumises à la juridiction compétente dans le ressort duquel se trouve le siège social de l'établissement public.

Article 27 – Règlement intérieur

Un règlement intérieur est arrêté par le conseil d'administration pour préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'établissement et fixer les modalités d'application des présents statuts.

L'adhésion aux présents statuts emporte de plein droit l'adhésion au règlement intérieur.

Ce règlement acquiert vis-à-vis des membres de l'établissement public la même force obligatoire que les présents statuts dès leur adoption par le conseil d'administration.

Titre V – Dispositions transitoires et finales

Article 28 – Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration

Pendant toute la période précédant l'élection des représentants du personnel, qui devra intervenir dans un délai de six (6) mois à compter de la date du transfert des personnels des antennes des conservatoires botaniques nationaux de Bailleul et de Brest, le conseil d'administration siège valablement avec tous les membres autres que les représentants du personnel.

Les représentants élus du personnel siègent dès leur élection. Par dérogation aux dispositions de l'article 9.1.7, le mandat des premiers représentants élus prend fin à la même date que celui des personnalités qualifiées.

Dès la création de l'établissement public de coopération environnementale, le conseil d'administration est réuni sur convocation de la Région Normandie pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'établissement et élire le président et le vice-président de l'établissement.

Jusqu'à l'élection du président du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 10, le conseil est présidé par le doyen ou la doyenne d'âge des personnes publiques membres du conseil d'administration.

Article 29 – Transfert des activités

Le transfert partiel des activités et des biens entre les conservatoires botaniques nationaux de Bailleul (pour son antenne de Rouen) et de Brest (pour son antenne de Caen) et l'établissement public de coopération environnementale s'effectuera à compter du 1^{er} janvier 2024.

Des conventions entre les conservatoires botaniques nationaux de Bailleul (pour son antenne de Rouen) et de Brest (pour son antenne de Caen) et l'établissement public de coopération environnementale formaliseront les modalités pratiques de ces transferts.

Article 30 – Dispositions relatives au personnel

Dans le cadre du transfert partiel d'activité des conservatoires botaniques nationaux de Bailleul (pour son antenne de Rouen) et de Brest (pour son antenne de Caen) à l'établissement public de coopération environnementale, il est fait application des dispositions des articles L.1224-1 et L.1224-3 du code de travail aux personnels du conservatoire botanique national de Bailleul (pour son antenne de Rouen) et des dispositions des articles L.445-1 et L.445-2 du code général de la fonction publique et de l'article 3-II de la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle aux personnels du conservatoire botanique de Brest (pour son antenne de Caen).

ANNEXE 1

Contributions des membres

Les apports et les contributions nécessaires au fonctionnement de l'établissement public de coopération environnementale sont au minimum les suivants :

À la création de l'EPCE en 2023

	Contribution pour 2023
État	10 000,00 €
Région Normandie	50 000,00 €
Département du Calvados	4 000,00 €
Département de l'Eure	4 000,00 €
Le Havre Seine Métropole	7 500,00 €
Caen la mer	7 500,00 €
Ville de Caen	2 500,00 €
Ville de Rouen	4 000,00 €
Office français de la biodiversité	15 000,00 €
Office national des forêts	2 500,00 €

A partir du 1^{er} janvier 2024

	Nature de la contribution	Montant
État	Dotation statutaire annuelle	320 000,00 €
Région Normandie	Cotisation statutaire annuelle	100 000,00 €
Département du Calvados	Cotisation statutaire annuelle	8 000,00 €
Département de l'Eure	Cotisation statutaire annuelle	8 000,00 €
Département de la Manche	Cotisation statutaire annuelle	8 000,00 €
Département de l'Orne	Cotisation statutaire annuelle	4 000,00 €
Le Havre Seine Métropole	Cotisation statutaire annuelle	15 000,00 €
Caen la mer	Cotisation statutaire annuelle	15 000,00 €
Ville de Caen	Cotisation statutaire annuelle	5 000,00 €
Ville de Rouen	Cotisation statutaire annuelle	8 000,00 €
Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin	Cotisation statutaire annuelle	4 000,00 €
Office français de la biodiversité	Cotisation statutaire annuelle	15 000,00 €
Office national des forêts	Cotisation statutaire annuelle	5 000,00 €

A partir de leur date d'adhésion :

	Nature de la contribution	Montant
Métropole Rouen Normandie	Cotisation statutaire annuelle	15 000,00 €
Université Caen Normandie	Cotisation statutaire annuelle	2 000,00 €

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2024-12-17-00004

Arrêté n° SGAR 24-153

portant modification de la composition de la
commission de concertation
de l'enseignement privé de l'Académie de
Normandie



**Arrêté n° SGAR 24-153
portant modification de la composition de la commission de concertation
de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie**

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'éducation Livre IV – Titre IV – Chapitre II régissant les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privé ;
- Vu ses articles L.442-11 relatif aux contrats d'association à l'enseignement public passés avec l'État par des établissements privés, R.442-63, R.442-64 et suivants relatifs à la commission de concertation de l'enseignement privé instituée au siège de l'Académie ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État modifiée ;
- Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales et notamment son article 27-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements modifié ;
- Vu le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- Vu le décret n° 2019-1056 du 15 octobre 2019 portant création de l'académie de Normandie ;
- Vu le décret du 6 janvier 2020 nommant Mme Christine GAVINI-CHEVET, rectrice de la région académique de Normandie, rectrice de l'académie de Normandie ;
- Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

- Vu l'arrêté préfectoral n° SGAR 24-005 en date 17 janvier 2024 portant composition de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie ;
- Vu les propositions des services du rectorat, en date du 11 et 13 décembre 2024, portant modification de la composition nominative de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie ;

ARRÊTE

Article 1 : Les membres de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie, répartis en trois collèges, sont :

1) COLLÈGE DES PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ÉTAT

1-1 – Membres de droit

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI Préfet de la région Normandie Préfet de la Seine-Maritime	
Madame Christine GAVINI-CHEVET Rectrice de la région académique Normandie Rectrice de l'Académie de Normandie Chancelière des universités	Monsieur François FOSELLE Secrétaire Général de l'Académie de Normandie

1-2 – Services académiques

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Madame Armelle FELLAHI Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale du Calvados	Monsieur Jean-Baptiste ROTA Directeur Académique Adjoint des Services de l'Éducation Nationale de la Seine Maritime
Monsieur Xavier FONTAINE Directeur Régional à la Formation Professionnelle Initiale et Continue de l'Académie de Normandie	Monsieur Didier MAGNIER Directeur Régional Adjoint à la Formation Professionnelle Initiale et Continue de l'Académie de Normandie
Monsieur Stéphane PRIGENT Vice Doyen des IA-IPR de l'Académie de Normandie	Monsieur Frédéric TREFEU IEN ET-EG IO - Département de la Manche - DSDEN 50
Monsieur Jean-Paul DESFEUX Chef de la Division de l'Organisation Scolaire Rectorat de l'Académie de Normandie	Madame Claude GOHEL Cheffe de bureau Division de l'Organisation Scolaire 3 Rectorat de l'Académie de Normandie

1-3 – Personnalités qualifiées dans les domaines économique, social, éducatif ou culturel

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Madame Séverine TOUCHARD MEDEF Normandie	Madame Magalie PICARD TESSIER MEDEF Normandie
Monsieur Albert LE MONNIER CESER de Normandie	Monsieur Rémy GUILLEUX CESER de Normandie
Monsieur Bruno BALLOCHE Président départemental de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Normandie – Orne	Monsieur Guillaume DARTOIS Président départemental de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Normandie – Seine- Maritime

2) COLLÈGE DES REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

2-1 – Conseillers régionaux

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Monsieur David MARGUERITTE 2 ^{ème} Vice-Président de la Région Normandie	Madame Catherine MEUNIER Conseillère Régionale de Normandie
Madame Claire JOLIVET-SERVANT Conseillère Régionale de Normandie	Monsieur Aristide OLIVIER Conseiller Régional de Normandie
Monsieur Bertrand DENIAUD 4 ^{ème} Vice-Président de la Région Normandie	Monsieur Sylvain LETOUZE Conseiller Régional de Normandie

2-2– Conseillers départementaux

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Madame Clara DEWAELE CANOUEL Vice-présidente du Conseil Départemental du Calvados en charge de la commission « Éducation, Sport, Culture et citoyenneté »	Madame Adèle HOMMET Conseillère Départementale du canton « Saint-Lô -1 »
Madame Florence GAUTIER Vice-présidente à l'Éducation, aux Collèges et à la Jeunesse Département de l'Eure	Madame Julie DESPLAT Conseillère départementale du canton de Saint-André-de-l'Eure
Madame Chantal COTTEREAU Vice-présidente du Conseil Départemental de la Seine – Maritime	Madame Christelle GUÉROUT Conseillère Départementale de la Seine- Maritime

2-3 Maires

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Madame Anne-Marie DEPAIGNE Maire-Adjointe de Cabourg	Monsieur Xavier MADELAINE Maire d'Amfreville
Madame Marie-Christine JOIN-LAMBERT Maire de Brétigny	Monsieur Jean-Pierre MAUQUEST Maire de Montebourg
Monsieur Philippe VAN-HOORNE Maire de l'Aigle	Monsieur Etienne DELARUE Maire de Bacqueville en Caux

3) COLLÈGE DES REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE

3.1 – Chefs d'établissement

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Madame Anne-Marie DONA Lycée La Providence - LE MESNIL ESNARD SNCEEL	Monsieur Xavier SOULIE Lycée Frémont – LISIEUX SNCEEL
Monsieur Karl LEREVENU Ensemble Scolaire Jeanne d'Arc – ARGENTAN UNETP	Monsieur Stève LEPLEUX Ensemble scolaire Bignon – MORTAGNE AU PERCHE SYNADIC
Madame Gwénola DENIER D'APRIGNY Ecole / collège Notre Dame – SOURDEVAL SYNADEC	Madame Anne VALENTIN Ensemble scolaire Immaculée – DAMVILLE SYNADEC

3.2 – Maîtres enseignants

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Monsieur Stéphane VOISIN Président SPELC BN Ecole Notre Dame - CARENTAN	Monsieur Damien VALLET Fep-CFDT Normandie École Notre Dame – GRANVILLE
Monsieur Nicolas DUMEZ Fep - CFDT Normandie LP L'Oasis à CAEN	Monsieur Alain POULIQUEN SNEC CFTC LP Giel Don Bosco – GIEL COURTEILLES
Madame Marie-Edtih ANDRÉ CGT Enseignement privé LPO Saint François de Sales – Alençon	Madame Madeline ORIA Fep – CFDT Normandie Lycée Notre Dame - ELBEUF

3.3 – Parents d'élève

<u>TITULAIRES</u>	<u>SUPPLÉANTS</u>
Madame Sophie COULIER Présidente de l'APEL académique de Rouen	Monsieur Gaël SALBERT Président de l'APEL départementale de l'Eure
Madame Nathalie NIBEAUDO Présidente de l'APEL départementale de la Seine Maritime	Monsieur Paul VITART Président de l'APEL académique de Caen
Monsieur Alexandre PRIOU Responsable de l'APPEL Calvados	Madame Ingrid DESBISSONS Présidente de l'APEL académique de CAEN

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° SGAR 24-005 en date 17 janvier 2024 portant composition de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et le secrétaire général de l'académie de Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Fait à Rouen le 17 décembre 2024

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2024-12-13-00011

Arrêté n° SGAR 24-154 portant subdélégation de signature au profit de Monsieur Sylvain VEDEL, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie, pour les missions FranceAgriMer



**Arrêté n° SGAR 24-154
portant subdélégation de signature au profit de
Monsieur Sylvain VEDEL, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Normandie, pour les missions FranceAgriMer**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer ;
- Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- Vu le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du Ministère de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu le décret n° 2009-340 du 27 mars 2009 relatif à l'Agence de services et de paiement, à l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer et à l'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer ;
- Vu le décret n° 2010-429 du 21 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et de la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France ;
- Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2024 portant nomination de monsieur Sylvain VEDEL, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 juin 2024 portant nomination de madame Isabelle JEUDY, inspectrice générale de santé publique vétérinaire, en qualité de directrice régionale adjointe de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie ;

- Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2024 portant nomination de madame Karine SERREC, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directrice régionale adjointe de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie ;
- Vu la décision n° FranceAgriMer/ST/2023/02 du 25 janvier 2023 de la directrice générale de FranceAgriMer portant délégation de signature, à compter du 30 janvier 2023, au profit de monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n° SGAR 23-062 portant organisation de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de Normandie ;
- Vu l'arrêté n° SGAR 24-111 portant subdélégation de signature au profit de Monsieur Sylvain VEDEL, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de Normandie, pour les missions FranceAgriMer ;

ARRÊTE

Article 1 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Sylvain VEDEL, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie, en tant que délégué territorial adjoint de l'établissement, à l'effet de signer tous actes, décisions, instructions, correspondances et conventions, même de délégation, nécessaires à l'accomplissement des missions de l'établissement dans la région Normandie, à l'exception des actes nominatifs ou interprétatifs de portée générale.

Les missions, objets de cette subdélégation, concernent, parmi les missions déléguées par la directrice générale de FranceAgriMer, :

- gestion et contrôle des aides communautaires et nationales ;
- gestion de l'aval (agrément d'organismes collecteurs, contrôle risque financier, contrôle des stocks...) ;
- contrôles de produits ;
- animation filières ;
- cotations, statistiques, expertise et analyse économique (contrats d'achat, statistiques viticoles) ;
- marchés, analyse économique ;
- signature des billets d'aval.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sylvain VEDEL, subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de ses attributions et compétences, à Madame Isabelle JEUDY, directrice régionale adjointe, de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, à l'effet de signer les décisions et les actes mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle JEUDY, subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de ses attributions et compétences, à Madame Karine SERREC, directrice régionale adjointe, de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, à l'effet de signer les décisions et les actes mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine SERREC, subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de ses attributions et compétences, à Monsieur Franck VERGNE, chef du service régional agriculture, forêt et délégation FranceAgrimer à l'effet de signer les décisions et les actes mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Franck VERGNE, subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de ses attributions et compétences, à Monsieur Olivier GELIN, chef du pôle FranceAgrimer au service régional agriculture, forêt et délégation FranceAgrimer (SRAF-FAM), à l'effet de signer les décisions et les actes mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 6 : Les décisions ainsi que tous les actes et correspondances qui sont signés en application d'une délégation accordée par le présent arrêté devront mentionner :

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,
(suivi de la fonction, du prénom et du nom du subdélégué)

Article 6 : L'arrêté n° SGAR 24-111 est abrogé à compter de la prise d'effet du présent arrêté.

Article 7 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Fait à Rouen, le 13 décembre 2024

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2024-11-29-00011

Brochure tarifaire droits de Port 2025

2025

DROITS DE PORT

GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE DROITS DE PORT

INSTITUÉS AU PROFIT DU GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE PAR
APPLICATION DU CHAPITRE 1^{ER} DU TITRE IX DU CODE DES DOUANES, DU TITRE II DU LIVRE
III DE LA CINQUIÈME PARTIE DU CODE DES TRANSPORTS ET DE LA LOI 2016-86 DU 20 JUIN
2016 POUR L'ÉCONOMIE BLEUE.

❖ ASSUJETTISSEMENT

Le présent tarif a été publié au recueil des actes administratifs des préfectures.

- Le présent tarif entre en vigueur **le 1^{er} janvier 2025**, conformément et en application du Code des Transports. Il restera valable jusqu'à publication d'un nouveau tarif.
- En cas de litige, seul le tarif publié en français au Recueil des actes administratifs des préfectures concernées fait foi.
- L'ensemble du tarif et des taux ci-après mentionnés s'entendent hors taxes.
- Conformément aux dispositions de l'article 440 bis du Code des douanes, créé par le 9° de l'article 21 de la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, « tout impôt, droit ou taxe prévu par le Code des douanes qui n'a pas été acquitté dans le délai légal donne lieu au versement d'un intérêt de retard ».

À ce titre, les redevances composant le droit de port, qui sont perçues comme en matière de douane, pour le compte des ports, entrent dans le champ d'application de ces dispositions.

❖ DISPOSITIONS GENERALES

Selon l'article L5312-5 du Code des Transports, « la circonscription d'un grand port fluvio-maritime est composée d'un secteur maritime, qui correspond à la circonscription d'un ou plusieurs grands ports maritimes et d'un secteur fluvial, qui correspond à celle d'un ou plusieurs ports fluviaux, selon des modalités définies par décret en Conseil d'État. »

Les **zones Le Havre et Rouen** constituent le **secteur maritime**, tandis que la **zone Paris** constitue le **secteur fluvial**. Ces zones sont définies au paragraphe 5 des dispositions générales.

- 1) Il est perçu sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des passagers ou des marchandises dans les zones Le Havre et Rouen (définies au paragraphe 5 des dispositions générales) de la circonscription du Grand Port Fluvio-Maritime de l'Axe Seine (GPFMAS), une redevance déterminée en fonction du volume géométrique du navire V calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports.

- 2) Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones, telles que définies ci-avant, du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé. Le type de navire et les modulations et abattements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans le port. Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement dans différentes zones du port.
- 3) Concernant les navires, il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées, dans les zones Le Havre, Rouen et Paris (définies au paragraphe 5 des dispositions générales) de la circonscription du GPFMAS, une redevance soit au poids soit à l'unité déterminée par application des taux indiqués (sauf cas 8 des dispositions générales).

Nomenclature NST2007

Conformément au règlement (CE) n°1304/2007 de la Commission du 7 novembre 2007 portant modification de la directive 95/64/CE du Conseil, du règlement (CE) n°1172/98 du Conseil, des règlements (CE) n°91/2003 et (CE) n°1365/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement de la NST 2007 comme nomenclature unique pour les biens transportés dans certains modes de transport, le tableau des redevances sur les marchandises est désormais présenté selon cette nomenclature. Certains produits ont fait l'objet de déclinaisons à un niveau de détail plus important (4 niveaux de subdivisions), permettant ainsi une exploitation des statistiques plus aisée.

Modalités de tarification des produits non référencés :

- Si un produit n'est pas référencé au niveau de la sous-catégorie CPA 2008, le tarif applicable est celui de la catégorie CPA 2008 immédiatement supérieure.
 - Si un produit n'est pas référencé au niveau de la catégorie CPA 2008, le tarif applicable est celui du groupe immédiatement supérieur.
 - Si un produit n'est pas référencé au niveau du groupe, le tarif applicable est celui de la division immédiatement supérieure.
- 4) Il est perçu sur tout navire de commerce (ou autre bâtiment traversant dans un sens les aménagements de la zone Rouen, définie au paragraphe 5 des présentes dispositions générales, de la circonscription du GPFMAS pour accéder au réseau de navigation fluviale, pour y embarquer, débarquer ou transborder des marchandises ou des passagers) une redevance déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports, par application des taux en vigueur.

- 5) Les différentes zones du GPFMAS, distinguées au sein de ces dispositions générales, sont définies comme suit :

Zone Le Havre

Site portuaire de HAROPA PORT | Le Havre du GPFMAS (ci-après nommé « le port du Havre », « HAROPA PORT | Le Havre » ou « la direction territoriale du Havre »)



Zone Rouen :

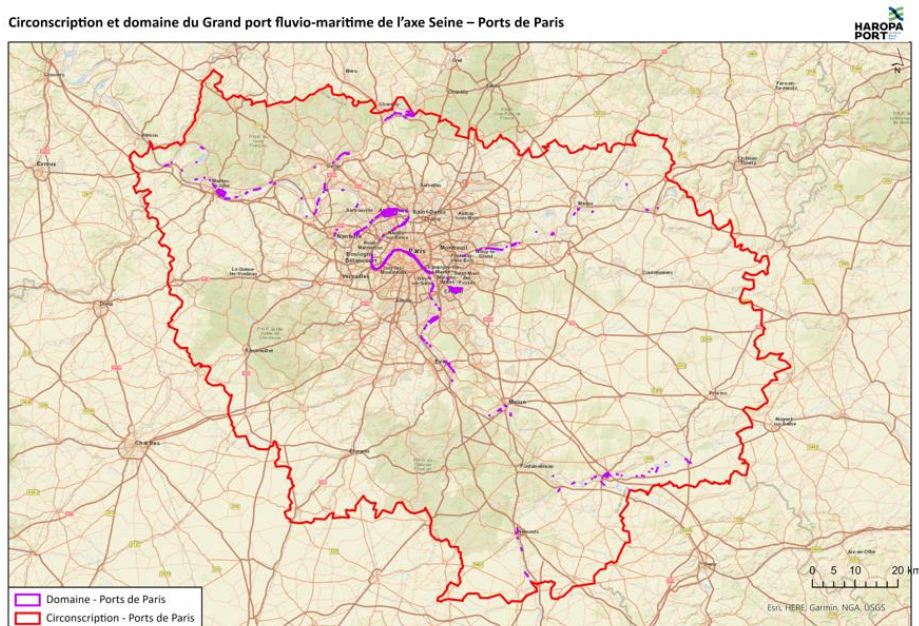
Site portuaire de HAROPA PORT | Rouen du GPFMAS (ci-après nommé « le port de Rouen », « HAROPA PORT | Rouen » ou « la direction territoriale de Rouen »)



Droits de port

Zone Paris :

Site portuaire de HAROPA PORT | Paris du GPFMAS (ci-après nommé « les ports de Paris », « HAROPA PORT | Paris » ou « la direction territoriale de Paris »)



Les ports de Paris dépendant de HAROPA PORT sont assujettis aux droits de port du **secteur fluvial**. Ces droits de port s'appliquent à tous les ports de la région Île-de-France pour ceux et uniquement pour ceux en gestion HAROPA PORT.

- 6) Il n'est perçu aucun droit de port sur tout passager embarqué ou débarqué d'une unité fluviale dans les zones Le Havre et Paris de la circonscription du GPFMAS.
- 7) Il est perçu sur tout passager embarqué ou débarqué d'une unité fluviale dans la zone Rouen de la circonscription du GPFMAS, un droit de port. Ce droit de port est perçu directement par le GPFMAS (disposition prévue à l'article L5321 -1 du Code des Transports).
- 8) Il n'est perçu aucun droit de port sur toute marchandise manutentionnée sur une unité fluviale (chargement, déchargement ou transbordement) à un quai des zones Rouen et Le Havre de la circonscription du GPFMAS.
- 9) Il est perçu sur toute marchandise manutentionnée sur une unité fluviale (chargement, déchargement ou transbordement) à un quai ou appontement de la zone Paris de la circonscription du GPFMAS, un droit de port.

TABLE DES MATIÈRES

SECTEUR MARITIME	7
Zone Le Havre	8
SECTION I – Redevance sur le navire	9
SECTION II – Redevance sur les marchandises	16
SECTION III – Redevance sur les passagers	20
ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE LE HAVRE	21
<i>Accueil des équipages de navires</i>	
<i>Redevance marchandise au débarquement pour les sables et granulats (NST 03.5/08.12.1)</i>	
Zone Rouen	24
Tarification navires escalant	24
SECTION I – Redevance sur le navire	25
SECTION II – Redevance sur les marchandises	32
SECTION III – Redevance sur les passagers	36
Tarification navires traversant	37
SECTION I – Redevance sur le navire	38
ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN	41
<i>Conditions d'attribution de la qualité de ligne régulière ou de service commun</i>	
ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN	43
<i>Conditions d'attribution de la qualité de ligne spécialisée</i>	
ANNEXE 3 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN	43
<i>Bien-être des gens de mer</i>	
SECTION IV – Redevance de stationnement des navires	44
SECTION V – Redevance sur les déchets d'exploitation des navires	46
SECTEUR FLUVIAL	51
Zone Paris	52
SECTION II – Redevance sur la marchandise	53
ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT HAROPA PORT	55
<i>Dispositif extratarifaire en faveur des navires les moins polluants</i>	

SECTEUR MARITIME

LE HAVRE

SECTEUR MARITIME

Zone Le Havre

Site portuaire Site portuaire de HAROPA PORT | Le Havre du GPFMAS

(ci-après nommé « le port du Havre », « HAROPA PORT | Le Havre » ou « la direction territoriale du Havre »)



SECTION I – Redevance sur le navire

SECTION II – Redevance sur les marchandises

SECTION III – Redevance sur les passagers

ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE LE HAVRE

SECTION I – REDEVANCE SUR LE NAVIRE

En conformité avec la loi 2016-86 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue et son décret d'application n°2017-423 du 28 mars 2017, la redevance sur le navire contribue également à l'accueil des équipages des navires (voir ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE LE HAVRE, 1)).

ARTICLE I

- 1) Il est perçu sur tout navire de commerce escalant au port du Havre une redevance déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports par application des taux indiqués au tableau ci-après en euros par mètre cube.

Le volume V est établi par la formule ci-après : $V = L \times b \times Te$

dans laquelle V est exprimé en mètres cubes, L, b, Te représentent respectivement la longueur hors tout du navire, sa largeur maximale et son tirant d'eau maximal d'été, et sont exprimés en mètres et décimètres, soit arrondis à une décimale.^{(1) (2)}

La valeur du tirant d'eau maximal du navire prise en compte pour l'application de la formule ci-dessus ne peut, en aucun cas, être inférieure à une valeur théorique égale à $0,14 \times \sqrt{L \times b}$ (L et b étant respectivement la longueur hors tout et la largeur maximale du navire).

⁽¹⁾ En cas de divergences sur une ou des dimensions géométriques du navire, le certificat international de jaugeage pour la largeur maximale et le document dit « ship particulars » pour la longueur hors tout et le tirant d'eau maximal d'été, font autorité.

⁽²⁾ L, b et Te sont arrondis au décimètre le plus proche, soit au décimètre supérieur lorsque le chiffre des centimètres est égal ou supérieur à 5 et au décimètre inférieur lorsque le chiffre des centimètres est inférieur à 5. V est quant à lui arrondi à la valeur entière la plus proche.

Barèmes de référence, en fonction de la catégorie :

Types de navires		Redevance en € par m3	
		A L'ENTREE	A LA SORTIE
1.1)	Navires paquebots tels que $V \leq 100\ 000\ m^3$	0,3166	0,3166
1.2)	Navires paquebots tels que $100\ 000\ m^3 < V \leq 150\ 000\ m^3$	0,0916	0,0916
1.3)	Navires paquebots tels que $V > 150\ 000\ m^3$	0,0486	0,0486
2)	Navires transbordeurs	0,0534	0,0508
3.1)	Navires tels que $V < 100\ 000\ m^3$ et transportant du pétrole brut liquide (N.S.T 02.2)*	0,6708	0,2569
3.2)	Navires tels que $V < 100\ 000\ m^3$ transportant des hydrocarbures liquides autres que du pétrole brut*	0,6806	0,2608
3.3)	Navires tels que $V \geq 100\ 000\ m^3$ et transportant du pétrole brut liquide (N.S.T 02.2)*	0,8516	0,3235
3.4)	Navires tels que $V \geq 100\ 000\ m^3$ transportant des hydrocarbures liquides autres que du pétrole brut*	0,8642	0,3283
4.1)	Navires transportant du Gaz Naturel Liquéfié (NST 02.3)*	0,4016	0,3037
4.2)	Navires transportant des gaz liquéfiés autres que du Gaz Naturel Liquéfié (NST 02.3)*	0,3213	0,2429
5)	Navires transportant principalement des marchandises liquides en vrac autres qu'hydrocarbures	0,4060	0,2609
6)	Navires transportant des marchandises solides en vrac	0,5582	0,3164
7)	Navires réfrigérés ou polythermes	0,2323	0,1426
8)	Navires de charge à manutention horizontale	0,2126	0,2126
9.1)	Navires porte-conteneurs tels que $V \leq 210\ 000\ m^3$	0,2584	0,2584
9.2)	Navires porte-conteneurs tels que $210\ 000\ m^3 < V \leq 330\ 000\ m^3$	0,2233	0,2233
9.3)	Navires porte-conteneurs tels que $330\ 000\ m^3 < V \leq 400\ 000\ m^3$	0,1974	0,1974
9.4)	Navires porte-conteneurs tels que $V > 400\ 000\ m^3$	0,1761	0,1761
10)	Navires porte-barges	0,2103	0,1310
11 & 12)	Aéroglišseurs et hydroglışseurs	0,3508	0,1334
13.1)	Navires autres que ceux désignés ci-dessus, à propulsion principalement vélique	0,2873	0,1560
13.2)	Navires autres que tous ceux désignés ci-dessus	0,3479	0,1887

* : Voir SECTION II – Redevance sur les marchandises, pages 16 à 19

- 2) Lorsqu'un navire est amené à débarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises successivement dans différentes zones du port du Havre, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire, dans celle des zones où il a accosté pour laquelle le taux est le plus élevé. Le type de navire et les modulations et abattements dont il fait l'objet sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire au sein du port du Havre.

Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer ou à transborder des passagers ou des marchandises, successivement dans différentes zones du port du Havre.

- 3) Lorsqu'un navire n'effectue que des opérations de soutage, d'avitaillement, de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison, la redevance sur le navire n'est liquidée et perçue qu'une fois, à la sortie, par application d'un taux de 0,0220 €/m³.

Ce même taux s'applique également, à l'entrée, aux navires transbordant des produits d'autres ports et destinés au soutage d'autres navires au sein du port du Havre.

Dans ces cas, les modulations prévues à l'ARTICLE II - Modulation en fonction de l'importance de l'escale ne s'appliquent pas.

- 4) Lorsque le navire n'effectue aucune opération commerciale, la redevance sur le navire est liquidée à la sortie. Le tonnage doit être saisi à 0.
- 5) En application des dispositions de l'article R5321-22 du Code des Transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :

- Navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port.

- 6) Le minimum de perception est fixé à 86 € par déclaration.

Le seuil de perception est fixé à 43 € par déclaration.

- 7) Les navires de type catamarans en lignes régulières transmanche bénéficient d'une réduction de 30 % sur les taux de base des navires transbordeurs définis à l'ARTICLE I.1).
- 8) Les navires débarquant, embarquant ou transbordant du matériel de bord (sauf soutage, avitaillement ou déchargement de déchets ou résidus de cargaison) ou du matériel appartenant à l'armateur, pour l'usage final propre du navire, ou à l'équipage et les navires de recherche et d'exploration débarquant, embarquant ou transbordant du matériel scientifique sont exonérés de la redevance sur le navire pour les opérations décrites ci-dessus.
- 9) Lorsque pour les navires porte-conteneurs (type 9) débarquant, embarquant ou transbordant des marchandises, la part du tonnage brut transbordé de navire de mer à navire de mer est égale ou supérieure à 20 % du tonnage total brut embarqué ou débarqué, une modulation est accordée sur le tarif de référence défini à l'ARTICLE I.1) dans les proportions suivantes :

Part du tonnage brut transbordé ou Tx de TBO	20 % ≤ Tx de TBO < 30%	30 % ≤ Tx de TBO < 40%	40 % ≤ Tx de TBO < 50%	50 % ≤ Tx de TBO
Modulation	- 10 %	- 20 %	- 35 %	- 40 %

Cette modulation est cumulable avec la modulation en fonction de l'importance de l'escale (ARTICLE II).

- 10) Pour les navires des types 7, 8, 10 et 13 effectuant dans le port des opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement de marchandises, successivement sur au minimum trois postes à quai non-adjacents, les tarifs de droits de port sur les navires bénéficient d'un abattement de 50 % à l'entrée et à la sortie.

Les modulations prévues à l'ARTICLE II et à l'ARTICLE III.1) s'appliquent également à ces redevances réduites.

- 11) Les navires du type 1 et du type 2 ne peuvent pas être classés, en raison de leur chargement, dans une autre catégorie. Les navires mixtes porte-conteneurs et rouliers (CONRO) sont classés dans la catégorie porte-conteneurs indépendamment de leur chargement.

- 12) Pour les ensembles navigables de mer, s'entendant comme entrant ou sortant du port par voie maritime et mus, hors suite à accident ou avarie, uniquement par une ou des unités dédiées de poussage ou de remorquage, le calcul du volume V, tel que mentionné au paragraphe 1 du présent article se détermine comme suit :

- Détermination de la configuration, si besoin par croquis, de l'ensemble navigable après validation par la direction territoriale du Havre puis information de l'Administration des douanes par le port du Havre ;
- Prise en compte de la longueur hors tout L de l'ensemble ainsi configuré, de sa largeur maximale b et de son tirant d'eau maximal d'été Te, étant précisé que la valeur du tirant d'eau maximal de l'ensemble ne peut, en aucun cas, être inférieure à une valeur théorique égale à $0,14 \times \sqrt{L \times b}$.

- 13) Les navires porte-conteneurs hors ligne régulière, débarquant, embarquant ou transbordant un tonnage brut tel que le rapport entre le tonnage embarqué, débarqué ou transbordé et le volume V du navire, tel que décrit à l'ARTICLE I du présent tarif, soit strictement inférieur à 1/500 ($t/V < 1/500$), sont classés dans la catégorie 13.2) « Navires autres que tous ceux désignés ci-dessus » pour les opérations de débarquement, embarquement ou transbordement correspondantes, ceci dans la limite de 10 escales par an par navire.

- 14) Les navires de commerce de ligne régulière réalisant un service régulier qui pourrait être intégralement réalisé par une unité fluviale ou fluvio-côtière, bénéficient d'une redevance navire nulle. Ces lignes régulières sont spécifiquement désignées après instruction de la direction territoriale du Havre puis information de l'Administration des douanes par le port du Havre quant aux conclusions de son instruction.

- 15) Les navires de commerce débarquant des marchandises destinées à être transbordées sur les navires de commerce visés au paragraphe 13) de l'ARTICLE I ci-avant, ou embarquant des marchandises transbordées depuis les navires de commerce visés au paragraphe 13) de l'ARTICLE I ci-avant ne peuvent pas prétendre à la modulation « transbordement » prévue au paragraphe 9) de l'ARTICLE I au titre de ces marchandises.

- 16) La mesure ci-dessous, dénommée « double escale », s'applique aux navires porte-conteneurs (type 9) en ligne régulière de et vers des secteurs géographiques situés, par rapport au Havre, au-delà de la mer Baltique au nord, et au-delà du détroit de Gibraltar au sud. Les lignes régulières habilitées à bénéficier de cette mesure sont arrêtées après demande de la compagnie maritime exploitante auprès de HAROPA PORT | Le Havre, instruction de cette demande par la direction territoriale du Havre puis information de l'Administration des douanes par le port du Havre quant aux conclusions de son instruction.

La mesure s'applique lorsqu'un navire porte-conteneurs (type 9) en ligne régulière ainsi habilitée effectue une escale au port du Havre dans une période de 18 jours ou moins après une précédente escale. Une escale est caractérisée par une entrée datée et une sortie datée du navire. La période de 18 jours ou moins s'entend de celle courant à partir du lendemain de la date de sortie de la première escale jusqu'à la date d'entrée de la seconde escale. Elle est exprimée en jours.

Chacune des deux escales concernées fait l'objet d'une déclaration navire (DN) à l'entrée et d'une déclaration navire (DN) à la sortie.

Les DN relatives à la première escale se font sur la base de l'ensemble des dispositions du présent tarif, hormis le présent article.

Lorsqu'un navire répond aux conditions du présent article à l'occasion d'une seconde escale, un abattement de 50% est appliqué sur le calcul des droits de port navire de cette seconde escale.

ARTICLE II Modulation en fonction de l'importance de l'escale

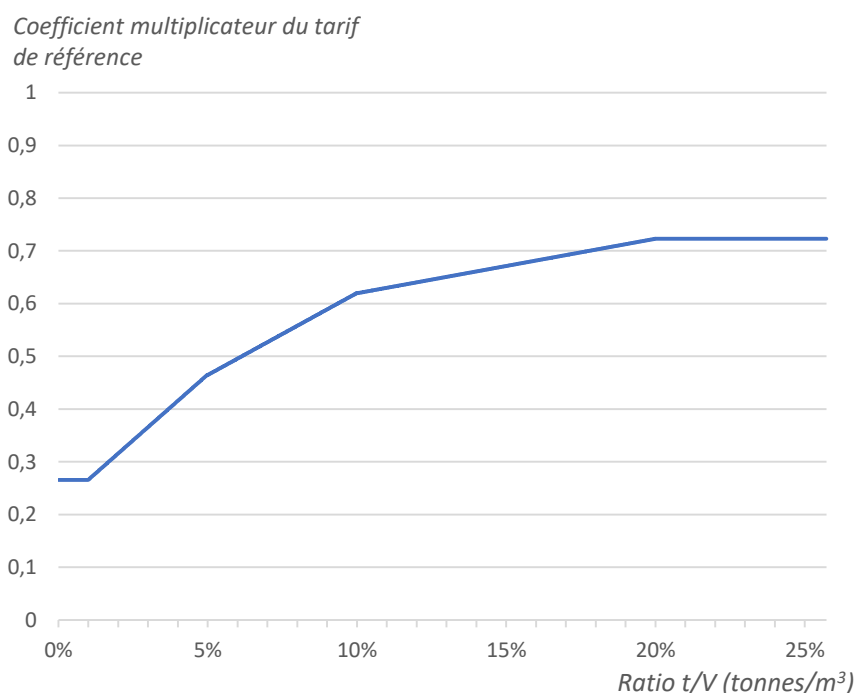
Pour tous les types de navires, le tonnage pris en compte est le tonnage brut des marchandises débarquées ou transbordées pour la déclaration du navire des opérations d'entrée et le tonnage brut des marchandises embarquées ou transbordées pour la déclaration du navire des opérations de sortie. Le tonnage renseigné doit être systématiquement arrondi à l'unité supérieure.

1) Navires porte-conteneurs (types 9)

Lorsque pour les navires porte-conteneurs (types 9), le rapport existant entre le nombre de tonnes « t » de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le volume V calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports est compris dans les fourchettes de taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie (défini dans l'ARTICLE I) est modulé dans les proportions suivantes :

Valeurs du coefficient multiplicateur appliqué au montant brut de la redevance, en fonction du ratio (t / V) = α :

Ratio (t / V) = α :				
α < 0,01	0,01 ≤ α < 0,05	0,05 ≤ α < 0,10	0,10 ≤ α < 0,20	α ≥ 0,20
0,2656	4,9920 α + 0,2157	3,1108 α + 0,3089	1,0338 α + 0,5162	0,723



2) Navires transportant des passagers

Pour les navires qui transportent des passagers, lorsque le rapport existant entre le nombre de passagers débarqués, embarqués ou transbordés (**n**) et la capacité du navire en passagers (**N**) est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions suivantes :

Rapport $n / N \leq 0,7$	Modulation de - 10 %
Rapport $n / N \leq 0,5$	Modulation de - 30 %

3) Autres types de navires que ceux désignés aux 1) et 2) de l'ARTICLE II.

Pour les navires de types 2, 4, 5, 7, 8, 10^(a), 11, 12 et 13, lorsque le rapport existant entre le nombre de tonnes de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées (**t**) et le volume (**V**) calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions suivantes :

Rapport $t / V \leq 0,133$	Modulation de - 10 %
Rapport $t / V \leq 0,1$	Modulation de - 30 %
Rapport $t / V \leq 0,05$	Modulation de - 50 %
Rapport $t / V \leq 0,025$	Modulation de - 60 %
Rapport $t / V \leq 0,01$	Modulation de - 70 %
Rapport $t / V \leq 0,004$	Modulation de - 80 %
Rapport $t / V \leq 0,002$	Modulation de - 95 %

(a) Pour les navires porte-barges (type 10), la tare des barges vides et pleines n'est pas comprise dans le tonnage permettant le calcul de la modulation en fonction de l'importance de l'escale.

Pour les navires transportant des marchandises solides en vrac (type 6), lorsque le rapport existant entre le nombre de tonnes de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées (**t**) et le produit par 3 du volume (**V**) calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions suivantes:

Rapport $t / 3V \leq 0,133$	Modulation de - 20 %
Rapport $t / 3V \leq 0,1$	Modulation de - 30 %
Rapport $t / 3V \leq 0,05$	Modulation de - 60 %
Rapport $t / 3V \leq 0,025$	Modulation de - 80 %

Pour les navires transportant des hydrocarbures liquides (type 3), lorsque le rapport existant entre le nombre de tonnes de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées (**t**) et le produit par 3 du volume (**V**) calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports est égal ou inférieur aux taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est modulé dans les proportions suivantes :

Rapport $t / 3V \leq 0,133$	Modulation de - 20 %
Rapport $t / 3V \leq 0,1$	Modulation de - 30 %
Rapport $t / 3V \leq 0,066$	Modulation de - 35 %
Rapport $t / 3V \leq 0,05$	Modulation de - 60 %

Ces modulations ne s'appliquent pas aux navires n'effectuant que des opérations de soutage, d'avitaillement, de déchargement de déchets d'exploitation ou de résidus de cargaison.

ARTICLE III Modulations en fonction de la fréquence des touchées

Les lignes régulières sont mises à la disposition du public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance et sont désignées après instruction de la direction territoriale du Havre, puis information de l'Administration des douanes par le port du Havre quant aux conclusions de son instruction.

- 1) Pour les types de navires des lignes régulières (sauf les navires de types 9), les taux de la redevance sur le navire font l'objet des abattements suivants, en fonction du nombre des départs (D) de la ligne au cours de l'année civile :

Nombre de départs	Abattement
$1 \leq D \leq 2$	Pas d'abattement
$3 \leq D \leq 7$	10 %
$8 \leq D \leq 12$	15 %
$13 \leq D \leq 17$	25 %
$18 \leq D \leq 24$	35 %
$25 \leq D \leq 59$	55 %
$60 \leq D \leq 700$	70 %
$D \geq 701$	75 %

- 2) Un abattement est appliqué pendant deux ans aux navires porte-conteneurs (types 9) d'une ligne régulière additionnelle au sein du port du Havre sur un secteur géographique transocéanique depuis ou vers le port du Havre, ceci à compter de la date de la première entrée au sein du port du Havre d'un navire de la ligne régulière.

Les secteurs géographiques concernés par la mesure sont ceux situés, par rapport au port du Havre, au-delà de la mer Baltique au nord, et au-delà du détroit de Gibraltar au sud.

L'abattement sur les taux de base est de :

Types de navire	Abattement
9.1 à 9.4	20 %

Cet abattement est accordé après demande d'une ou des compagnies maritimes concernées ou leurs représentants, puis instruction de la direction territoriale du Havre et information de l'Administration des douanes par le port du Havre quant aux conclusions de son instruction.

Les modulations en fonction de la part du tonnage brut transbordé (ARTICLE I.9) et de l'importance de l'escale (ARTICLE II) s'appliquent également à cette redevance réduite.

Ces abattements sont également applicables aux compagnies associées en consortiums après instruction de la direction territoriale du Havre et information de l'Administration des douanes par le port du Havre quant aux conclusions de son instruction.

ARTICLE IV

Les modulations prévues à l'ARTICLE II d'une part et l'ARTICLE III.1) d'autre part, ne peuvent pas être cumulées, seule est appliquée la plus avantageuse pour le navire.

ARTICLE V

Les navires n'assurant que des transports à l'intérieur de la circonscription du port du Havre (à l'exclusion des navires de type 6) sont soumis à une redevance nulle.

SECTION II – REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

ARTICLE VI

Il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées au sein du port du Havre une redevance déterminée par application des taux indiqués au tableau ci-après.

1) Redevance au poids brut (€/tonne), selon la Nomenclature statistique des transports 2007 (NST 2007 / CPA 2.1) :

N° de la nomenclature	Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement	Transbordement
01	Produits de l'agriculture, de la chasse et de la forêt ; poissons et autres produits de pêche (sauf 01.1 et 01.7/01.11.5)	2,1059	0,9542	0
01.1	Céréales	1,0606	0,7948	0
01.7/01.11.5	Paille et balles de céréales	1,0051	0,3194	0
02.2	Pétrole brut	0,3723	0,0000	0
02.3	Gaz naturel	0,6785	0,4760	0
03	Minerais métalliques et autres produits d'extraction ; tourbe ; minerais d'uranium et thorium (sauf 03.1, 03.2, 03.3, 03.5/08.11.2, 03.5/08.12.1 et 03.6)	0,7489	0,4760	0
03.1	Minerais de fer	0,6135	0,3194	0
03.2	Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium)	0,6135	0,3194	0
03.3	Minéraux (bruts) pour l'industrie chimique et engrais naturels	0,7489	0,1595	0
03.5/08.11.2	Calcaire industriel et gypse	0,7489	0,1595	0
03.5/08.12.1	Sables et granulats (1)	1,0558	0,4760	0
03.6	Minerais d'uranium et thorium	3,4749	1,2657	0
04	Produits alimentaires, boissons et tabac (sauf 04.2/10.20.4, 04.4 et 04.8/10.81.1)	2,1059	0,9542	0
04.2/10.20.4	Farines, poudres et pellets, impropres à l'alimentation humaine et autres produits n. c. a. à base de poissons, crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques	1,0051	0,3194	0
04.4	Huiles, tourteaux et corps gras	1,0051	0,3194	0
04.8/10.81.1	Sucre de canne ou de betterave, brut ou raffiné; mélasses	2,1059	0,1595	0
05	Textiles et produits textiles ; cuir et articles en cuir	3,4749	1,2657	0
06	Bois et produits du bois et du liège (hormis les meubles) ; vannerie et sparterie, pâte à papier, papier et articles en papier, produits imprimés ou supports enregistrés(sauf 06.1/16.21.21)	2,1059	0,9542	0
06.1/16.21.21	Feuilles de placage	1,0931	0,5502	0

(1) Sables et granulats : voir ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE LE HAVRE, 2).

N° de la nomenclature	Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement	Transbordement
07	Coke et produits pétroliers raffinés (sauf 07.3)	0,8449	0,0000	0
07.3	Produits pétroliers raffinés gazeux, liquéfiés ou comprimés	0,6974	0,4894	0
08	Produits chimiques et fibres synthétiques, produits en caoutchouc ou en plastique ; produits des industries nucléaires (sauf 08.1/20.13.66; 08.3, 08.2 *, mais y compris 08.3/20.15.1; 08.6)	1,4372	0,9542	0
08.1/20.13.66	Sulfure, à l'exclusion du soufre sublimé, précipité ou colloïdal	0,7489	0,4760	0
08.2 *	Produits chimiques organiques de base* (voir ci-dessous)	0,8500	0,0000	0
08.3	Produits azotés et engrais (hors engrais naturels) (sauf 08.3/20.15.1)	0,7489	0,1595	0
08.3/20.15.1	Acide nitrique ; acides sulfonitriques ; ammoniac	1,4372	0,9542	0
08.6	Produits en caoutchouc ou en plastique	3,4749	1,2657	0

(*) 08.2 : Cette rubrique ne concerne que des produits issus directement du raffinage de pétrole brut, comme Fuel, Vacuum Gasoil (VGO), Résidu atmosphérique (RAT), Slurry, Light Cycle Oil (LCO), Reformat, Benzene heart cut (BHC) et classés, dans la nomenclature combinée douanière (NC), au sein de la rubrique 2707 « Huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons de houille de haute température ; produits analogues dans lesquels les constituants aromatiques prédominent en poids par rapport aux constituants non-aromatiques ». Les navires transportant ces produits sont classés en type 3 au titre de la redevance navire.

N° de la nomenclature	Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement	Transbordement
09	Autres produits minéraux non métalliques (sauf 09.2)	0,7489	0,4760	0
09.2	Ciment, chaux et plâtre (sauf 09.2/23.52.2 voir 09 ci-dessus)	0,7489	0,1595	0
10	Métaux de base, produits du travail des métaux, sauf machines et matériels (sauf 10.4 et 10.5).	1,4012	0,0000	0
10.4	Éléments en métal pour la construction	3,4749	1,2657	0
10.5	Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal	3,4749	1,2657	0
11	Machines et matériel n. c. a., machines de bureau et matériel informatique ; machines et appareils électriques, n. c. a. ; équipements de radio, de télévision et de communication ; instruments médicaux, de précision et d'optique ; montres, pendules et horloges (sauf 11.2 et 11.4)	3,4749	1,2657	0
11.2	Appareils domestiques (électro-ménager blanc)	3,4749	1,9005	0
11.4	Machines et appareils électriques n. c. a.	3,4749	1,9005	0
12	Matériel de transport	3,4067	1,1483	0
13	Meubles et autres articles manufacturés n. c. a.	3,4749	1,2657	0
14	Matières premières secondaires ; déchets de voirie et autres déchets (sauf 14.2)	3,4749	1,2657	0
14.2	Autres déchets et matières premières secondaires (sauf 14.2/38.11.52)	0,6135	0,3194	0
14.2/38.11.52	Déchets de papiers et cartons Cette sous-catégorie comprend : - déchets de papiers et cartons	1,4372	0,9542	0
15	Courrier, colis	3,4749	1,2657	0
16	Équipement et matériels utilisés dans le transport de marchandises (sauf 16.1)	3,4749	1,2657	0
16.1	Containers et caisses mobiles en service, vides	sans objet	sans objet	sans objet
17	Marchandises transportées dans le cadre de déménagements (biens d'équipement ménager et mobilier de bureau), bagages transportés séparément des passagers ; véhicules automobiles transportés pour réparation ; autres biens non marchands n. c. a.	sans objet	sans objet	sans objet
18	Marchandises groupées : mélange de types de marchandises qui sont transportées ensemble	Voir 2) Redevance à l'unité	Voir 2) Redevance à l'unité	Voir 2) Redevance à l'unité
19 & 20	Marchandises non identifiables ; marchandises qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas être identifiées et ne peuvent donc pas être classées dans l'un des groupes 1 à 16 & autres marchandises	3,4749	1,2657	0

Les mobiliers et effets personnels usagés sont exonérés de la redevance sur les marchandises au débarquement et à l'embarquement.

3) Redevance à l'unité (€/unité)

Code	Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement	Transbordement
	CONTENEURS PLEINS ^{(1) (2) (3) (4) (5)}			
C 1	- d'une longueur supérieure ou égale à 3 mètres et inférieure à 6 mètres	7,3649	0	0
C 2	- d'une longueur supérieure ou égale à 6 mètres et inférieure à 8 mètres <i>(pour indication comprend les conteneurs de 20 pieds)</i>	8,9427	0	0
C 3	- d'une longueur supérieure ou égale à 8 mètres et inférieure à 10 mètres	12,0989	0	0
C 4	- d'une longueur supérieure ou égale à 10 mètres <i>(pour indication comprend les conteneurs de 40 pieds et plus)</i>	15,2544	0	0
A 1	Animaux vivants	0	0	0
V1	Tous véhicules ne faisant pas l'objet de transactions commerciales	0	0	0

- (1) Cette redevance forfaitaire se substitue à la redevance des marchandises transportées suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent.
- (2) Les marchandises des conteneurs dépotés dans le port sont soumises à une redevance au taux de 0,5523 € la tonne, quelle que soit leur nature. Pour bénéficier de cette disposition, le déclarant doit porter sur sa déclaration « marchandises ex-conteneurs n°... » (code EXC).
- (3) Les marchandises des conteneurs transportées sous contrat à réception LCL peuvent être soumises à une redevance en fonction de leur poids selon la tarification à la tonne (ARTICLE VI.1)). Pour bénéficier de cette disposition, le déclarant doit porter sur sa déclaration « marchandises ex-conteneur n°... » (code LCL).
- (4) Les conteneurs débarqués, embarqués ou transbordés de navires de commerce concernés par la disposition du paragraphe 14) de l'ARTICLE I du présent tarif se voient appliquer une redevance marchandise nulle, quel que soit le cas de figure (débarquement, embarquement ou transbordement).
- (5) Les conteneurs débarqués ou embarqués de navires de commerce concernés par la disposition du paragraphe 15) de l'ARTICLE I du présent tarif se voient appliquer la redevance marchandise au débarquement ou à l'embarquement, mais en aucun cas la redevance « transbordement ».

- 4) Les marchandises en transbordement sont les marchandises déchargées d'un navire de mer, au sein du port du Havre, puis rechargées, sans transformation, sur un navire de mer, au sein du port du Havre.

Cette définition vaut pour les marchandises des conteneurs dépotés.

- 5) Pour toutes les marchandises embarquées puis débarquées à l'intérieur de la circonscription du port du Havre (à l'exclusion des marchandises en 03.5/08.12.1 « Sables et granulats (1) »), la DSM est égale à 0.

ARTICLE VII

1) Pour chaque déclaration, les redevances prévues au paragraphe 1) de l'ARTICLE VI du présent tarif sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie.

a) Elles sont liquidées :

- à la tonne lorsque le poids est supérieur à 900 kg ;
- au quintal lorsque ce poids est égal ou inférieur à 900 kg.

Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la liquidation de la redevance à la tonne.

b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs et caisses palettes, les emballages sont en principe soumis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominant en poids.

2) Les déclarations doivent mentionner le poids total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les marchandises, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

À l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

3) Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé ; la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

4) Le minimum de perception est fixé à 2 € par déclaration.

Le seuil de perception est fixé à 1 € par déclaration.

SECTION III – REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

ARTICLE VIII

- 1) **Sur les navires de types 1.1, 1.2 et 1.3:** les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à une redevance de 0 €.
- 2) **Sur les autres types de navires :** les passagers débarqués, embarqués, transbordés sont soumis à une redevance de 3,1894 €.
- 3) Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :
 - les enfants âgés de moins de quatre ans ;
 - les militaires voyageant en formations constituées ;
 - le personnel de bord ;
 - les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
 - les agents publics dans l'exercice de leurs missions.
- 4) Les abattements ci-après sont appliqués dans une limite de 50 %.
 - 50 % pour les passagers ne débarquant que temporairement au cours de l'escale ;
 - 50 % pour les excursionnistes munis d'un billet aller et retour utilisé dans un délai inférieur à soixante-douze heures ;
 - 50 % pour les passagers transbordés.

ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE LE HAVRE

1) Accueil des équipages de navires

Pour précision, la contribution de la redevance sur le navire à l'accueil des équipages des navires ne constitue pas une redevance additionnelle mais la fraction du produit de la redevance sur le navire affectée au financement des actions de bien-être en faveur des gens de mer.

2) Redevance marchandise au débarquement pour les sables et granulats (NST 03.5/08.12.1)

2.1) Il est appliqué une redevance marchandise nulle pour les tonnages faisant l'objet du paiement d'une redevance d'extraction à HAROPA PORT | Le Havre.

2.2) Il est appliqué un abattement de 30 % sur le montant de redevance marchandise payé au débarquement, compte tenu de la disposition précédente, pour la quote-part chargée sur des unités fluviales des tonnages débarqués de navires.

2.3) Les deux dispositions précédentes, reprises aux 2.1 et 2.2 ci-avant, sont gérées annuellement *a posteriori* par la direction territoriale du Havre.

2.4) Pour l'application de la mesure 2.1 ci-dessus, il appartient à l'entité « destinataire », telle que figurant sur les déclarations sur les marchandises (DSM), de fournir à la direction territoriale du Havre, dans les trois mois suivant le 31 décembre de l'année civile d'application de la mesure :

- les tonnages concernés par la redevance d'extraction au cours de l'année civile d'application de la mesure ;
- les escales des navires au sein du port du Havre en lien avec cette redevance d'extraction, référencées notamment par le numéro d'escale attribué par la Capitainerie du port du Havre ;
- les déclarations sur les marchandises (DSM) acquittées, en lien avec les tonnages concernés.

Sous réserve des vérifications des éléments ci-dessus par la direction territoriale du Havre, le bénéfice de la disposition 2.1 ci-dessus est attribué par HAROPA PORT | Le Havre à l'entité « destinataire » telle que figurant sur les déclarations sur les marchandises (DSM).

2.5) Pour l'application de la mesure 2.2 ci-dessus, les unités fluviales concernées sont celles franchissant l'une des écluses de Tancarville dans le sens de la « montée », à destination de l'amont de la Seine.

Il appartient à l'entité « destinataire », telle que figurant sur les déclarations sur les marchandises (DSM), de fournir à la direction territoriale du Havre, dans les trois mois suivant le 31 décembre de l'année civile d'application de la mesure :

- les tonnages chargés sur les unités fluviales concernées au cours de l'année civile d'application, par site de chargement au sein du port du Havre ;
- les tonnages débarqués de navires de mer au cours de l'année civile d'application, par site de débarquement au sein du port du Havre ;
- les déclarations sur les marchandises (DSM) acquittées, en lien avec ces tonnages débarqués.

Sous réserve des vérifications des éléments ci-dessus par la direction territoriale du Havre, le bénéfice de la mesure 2.2 ci-dessus est attribué par la direction territoriale du Havre à l'entité « destinataire » telle que figurant sur les déclarations sur les marchandises (DSM).

SECTEUR MARITIME

ROUEN

SECTEUR MARITIME

Zone Rouen

Site portuaire de HAROPA PORT | Rouen du GPFMAS (ci-après nommé « le port de Rouen », « HAROPA Port | Rouen » ou « la direction territoriale de Rouen »)



TARIFICATION NAVIRES ESCALANT

SECTION I – REDEVANCE SUR LE NAVIRE

SECTION II – REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

SECTION III – REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

ANNEXE 3 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

SECTION I – REDEVANCE SUR LE NAVIRE

En conformité avec la loi 2016-86 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue et son décret d'application n°2017-423 du 28 mars 2017, la redevance sur le navire contribue également à l'accueil des équipages des navires (voir ANNEXE 3 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN).

ARTICLE I

- 1) Il est perçu sur tout navire de commerce débarquant, embarquant ou transbordant des passagers ou des marchandises au sein du port de Rouen, une redevance déterminée en fonction du volume géométrique du navire $V^{(1)}$ calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports, par application des taux indiqués au tableau ci-après en euros par mètre cube.

La redevance est également perçue sur les navires qui, au cours de leur escale, effectuent exclusivement des opérations d'embarquement et / ou de débarquement de conteneurs et / ou barges vides.

⁽¹⁾ Le volume V est établi par la formule ci-après :

$$V = L \times b \times Te$$

dans laquelle V est exprimé en mètre cube, L , b , Te représentent respectivement la longueur hors tout du navire, sa largeur maximale et son tirant d'eau maximum d'été, et sont exprimés en mètres et décimètres (arrondis au décimètre supérieur lorsque le chiffre des centimètres est égal ou supérieur à 5 et au décimètre inférieur lorsque ce chiffre est inférieur à 5).

La valeur du tirant d'eau maximum du navire prise en compte pour l'application de la formule ci-dessus ne peut, en aucun cas, être inférieure à une valeur théorique égale à $0,14 \times \sqrt{L \times b}$. (L et b étant respectivement la longueur hors tout et la largeur maximale du navire).

PJ : 3 annexes

Tarifs applicables au sein du port de Rouen :

TYPE DE NAVIRE	Redevance en € par m ³	
	Entrées	Sorties
1. Paquebots	0,170	0,170
2. Navires transbordeurs	0,059	0,059
3. Navires transportant des hydrocarbures liquides	0,897	0,523
4. Navires transportant des gaz liquéfiés	0,633	0,386
5. Navires transportant des marchandises liquides autres qu'hydrocarbures	0,638	0,430
6.0. Dragues et navires transportant des granulats (sables, graviers, cailloux)	0,440	0,340
6.1. Navires transportant des céréales en vrac		
a) Navires $\leq 80\ 000\ m^3$	0,858	0,779
b) Navires $> 80\ 000\ m^3$	0,858	0,406
6.2. Navires transportant d'autres vracs solides	0,750	0,580
7. Navires réfrigérés ou polythermes	0,293	0,285
8. Navires de charge à manutention horizontale	0,182	0,155
9. Navires porte-conteneurs	0,177	0,151
10. Navires porte-barges	0,182	0,153
11. & 12. Aéroglisseurs et hydroglisseurs	0,323	0,323
13. Navires autres que ceux désignés ci-dessus	0,418	0,418

- 2) Le type du navire est déterminé en fonction de sa cargaison dominante en termes de tonnage, embarquée ou débarquée au sein du port de Rouen, sauf dans les cas ci-après :
- Un navire de ligne régulière qui, en raison de la mixité de son chargement, relève à la fois de deux au moins des types 6 (navires transportant des marchandises solides en vrac), 9 (navires porte-conteneurs) et 13 (autres navires) indiqués à l'ARTICLE I.1), supporte la redevance sur le navire calculée à partir des taux correspondant aux navires de type 13.
 - Les navires « ascenseurs » sont classés en type 8.
 - Les navires papetiers, opérant avec leurs propres portiques spécialisés, de type 13 au tramping, bénéficient à l'entrée d'un abattement de 25 % du taux de base.
- 3) Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des marchandises successivement dans différentes zones du port de Rouen au cours de la même escale, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire. Le type du navire et les modulations faisant l'objet des articles II et III sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire dans cette zone. La perception du droit de port navire se fait au dernier poste à quai touché. Ce point n'exclut pas l'application du point 2 des dispositions générales.
- Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer des marchandises successivement dans différentes zones du port de Rouen au cours de la même escale.
- 4) Lorsqu'un même navire est amené à débarquer ou à transborder des marchandises successivement au sein du port de Rouen et dans un port situé à l'amont au cours de la même escale, il est soumis une seule fois à la redevance sur le navire. Le type du navire et les modulations faisant l'objet de l'ARTICLE II et de l'ARTICLE III sont déterminés en considérant l'ensemble des opérations de débarquement ou de transbordement effectuées par ce navire. La perception du droit de port navire se fait au dernier poste à quai touché sur la base du tarif applicable aux navires escalant au sein du port de Rouen. Des dispositions identiques sont applicables lorsqu'un même navire est amené à embarquer des marchandises successivement au sein du port de Rouen et dans un port situé à l'amont au cours de la même escale. Ce point n'exclut pas l'application du point 2 des dispositions générales.
- 5) La redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie lorsque le navire n'effectue que des opérations destinées à l'approvisionnement en soutes ou en avitaillement. Dans ce cas, la redevance est fixée par application au taux forfaitaire de 0,113 €/m³. Aucune des modulations prévues aux articles I à IV ne lui est applicable.
- 6) En application des dispositions de l'article R5321-22 du Code des Transports, la redevance sur le navire n'est pas applicable aux navires suivants :
- Navires affectés à l'assistance aux navires, pilotage, remorquage, lamanage et sauvetage ;
 - Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
 - Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
 - Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou transbordement en dehors du port ;
 - Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale.
- 7) En application des dispositions de l'article R5321-51 du Code des Transports, le minimum de perception est fixé à 232,00 € par déclaration de navire. Le seuil de perception est fixé à 116,00 € par déclaration.

- 8) Les navires de lignes régulières ⁽¹⁾ de type 13 acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,206 €/m³

Sortie : 0,115 €/m³

Ces taux préférentiels sont applicables, à la création de la ligne à partir de la 4^e touchée, avec effet rétroactif dès la première touchée.

- 9) Les navires de lignes spécialisées ⁽²⁾ de type 13 acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,267 €/m³

Sortie : 0,267 €/m³

- 10) Les navires de lignes régulières ⁽¹⁾ de type 9 acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,139 €/m³

Sortie : 0,115 €/m³

Ces taux préférentiels sont applicables, à la création de la ligne à partir de la 4^e touchée, avec effet rétroactif dès la première touchée.

- 11) Les navires de lignes régulières de type 8 ayant un volume égal ou supérieur à 45 000 m³ acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,069 €/m³

Sortie : 0,069 €/m³

- 12) Les navires de lignes régulières de type 10 acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,082 €/m³

Sortie : 0,082 €/m³

- 13) Les navires de croisières ayant un volume égal ou supérieur à 45 000 m³ acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,103 €/m³

Sortie : 0,103 €/m³

- 14) Les navires justifiant l'apport de marchandises diverses (de type 13) au tramping pour rechargement sur navire-mère dans un port européen, ou inversement, acquittent la redevance sur le navire au taux réduit de :

Entrée : 0,278 €/m³

Sortie : 0,278 €/m³

- 15) Pour les navires autres que les navires de lignes régulières ou de lignes spécialisées, le volume V du navire servant de base au calcul de l'ARTICLE I sera réduit par application du coefficient multiplicateur suivant :

15)-1 navire de volume < 9 000 m³ : coefficient Te/6

15)-2 navire de type 3, 5 et 6 d'un volume V supérieur à 80 000 m³ : coefficient 11/Te. Le volume réduit résultant est plafonné à 120 000 m³.

15)-3 navire de type 6 à la sortie de volume inférieur à 80 000 m³ et chargeant au port de Rouen plus de 33 000 t de marchandises : coefficient 11/Te.

⁽¹⁾ Voir en ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN, conditions d'attribution de la qualité de ligne régulière ou de service commun.

⁽²⁾ Voir en ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN, conditions d'attribution de la qualité de ligne spécialisée.

Pour l'application des articles I.15)-1, I.15)-2 et I.15)-3, T_e est le tirant d'eau maximum d'été, exprimé en mètres, arrondi au décimètre. Les coefficients multiplicateurs $T_e/6$ et $11/T_e$, sont arrondis à la 3^e décimale, arrondis au millième supérieur si le chiffre des dix millièmes est supérieur ou égal à 5.

Le volume retenu pour le calcul de la redevance ne sera jamais supérieur au volume géométrique calculé avant l'application des coefficients multiplicateurs.

- 16) Un navire de ligne régulière qui, au cours de la même escale, effectue plusieurs mouvements au sein du port de Rouen et des opérations commerciales successives aux postes d'au moins 3 terminaux différents, bénéficie d'un abattement supplémentaire de 40 %. Cet abattement est applicable au montant obtenu après application des articles II, III et IV ci-après.
- 17) Les navires transportant des marchandises successivement embarquées et débarquées d'un point à un autre du port de Rouen sont soumis à une redevance unique de 0,113 €/m³. Cette redevance est perçue au débarquement des marchandises. Aucune des modulations prévues aux articles I à IV n'est applicable.
- 18) L'escale inaugurale d'un navire de croisière ou d'un armateur bénéficie d'un abattement de 100 % sur la redevance sur le navire à l'entrée et à la sortie, sous réserve d'en faire la demande auprès de l'autorité portuaire.
- 19) Tout navire de type 9, débarquant 100 % de conteneurs vides, bénéficie d'un abattement de 100 % sur le montant brut de la redevance sur le navire.
- 20) Tout navire de type 9, transportant uniquement des conteneurs entre le port de Rouen et le port du Havre bénéficie d'un abattement de 100 % sur le montant brut de la redevance sur le navire.
- 21) Pour les ensembles navigables de mer, s'entendant comme entrant ou sortant du port par voie maritime, hors suite à accident ou avarie, uniquement par une ou des unités dédiées de poussage ou de remorquage, le calcul du volume V , tel que mentionné au point 1) du présent article, est le produit de la longueur hors tout L de l'ensemble navigable, de sa largeur maximale b et de son tirant d'eau maximal d'été T_e .

Le taux applicable est celui en rapport avec les marchandises manutentionnées au déchargement et au chargement. À défaut d'opération de manutention, la redevance sur le navire n'est liquidée qu'une fois à la sortie par application du taux forfaitaire de 0,113 €/m³. Aucune des modulations prévues aux articles I à IV n'est applicable ».

- 22) Nonobstant les arrondis prévus à l'article I.1) sur les caractéristiques du navire, tous les coefficients intermédiaires prévus pour les calculs des réductions de la SECTION I – Redevance sur le navire, sont arrondis à la 3^e décimale, arrondis au millième supérieur lorsque le chiffre des dix millièmes est supérieur ou égal à 5.

ARTICLE II Modulations en fonction du rapport entre le tonnage des marchandises manutentionnées et la capacité du navire, en application des dispositions de l'article R5321-24 du Code des Transports

Lorsque le rapport T/n.V entre le nombre de tonnes brutes (T) de marchandises débarquées, embarquées ou transbordées et le produit par un coefficient multiplicateur (n), défini ci-après, du volume (V) calculé comme indiqué à l'article R5321-20 du Code des Transports et sans application du coefficient réducteur prévu à l'article I.15) est égal ou inférieur au taux ci-après, le tarif d'entrée ou le tarif de sortie est réduit dans les proportions suivantes :

Rapport T/n.V	Réductions			
	Types 3, 5 et 6		Types 4 7 et 13	Types 2, 8, 9 et 10
	Volume V <80 000 m³	Volume V >80 000 m³		
	T/2,5 V	T/4 V	T/1,7 V	T/V
Rapport inférieur ou égal à 0,133	10 %	10 %	10 %	10 %
Rapport inférieur ou égal à 0,110	20 %	15 %	20 %	20 %
Rapport inférieur ou égal à 0,090	30 %	15 %	30 %	30 %
Rapport inférieur ou égal à 0,067	40 %	20 %	30 %	35 %
Rapport inférieur ou égal à 0,050	55 %	30 %	50 %	50 %
Rapport inférieur ou égal à 0,025	60 %	30 %	60 %	65 %
Rapport inférieur ou égal à 0,010	80 %	30 %	80 %	85 %
Rapport inférieur ou égal à 0,002	90 %	90 %	90 %	90 %

Nota Bene : Les rapports et le montant de la réduction sont arrondis à trois décimales, arrondis au 1/1000^e supérieur si le chiffre des 10 000^e est supérieur ou égal à 5.

ARTICLE III Modulations en fonction de la fréquence des escales, en application des dispositions de l'article R5321-24 du Code des Transports

1) Pour les navires de lignes :

1-1 Pour les navires de lignes régulières¹ mis à la disposition du public selon un itinéraire et un horaire fixé à l'avance (article R5321-24 du Code des Transports), les taux de la redevance sur le navire (applicables à partir de la 4^{ème} touchée avec effet rétroactif dès la première touchée) font l'objet des modulations suivantes en fonction du nombre N d'escales de la ligne par semestre :

Escales/semestre	Abattement
$4 \leq N \leq 8$	7,5 %
$9 \leq N \leq 11$	15 %
$12 \leq N \leq 16$	25 %
$17 \leq N \leq 24$	40 %
$25 \leq N < 37$	50 %
$38 \leq N \leq 54$	55 %
$55 \leq N \leq 74$	60 %
$75 \leq N \leq 124$	65 %
$125 \leq N \leq 249$	70 %
$250 \leq N$	75 %

A la création de la ligne, la modulation correspond au nombre d'escales estimé sur six mois jusqu'au terme du premier semestre civil d'exploitation.

Semestres suivants : modulation correspondant au nombre d'escales réalisées au cours du semestre précédent (rapporté à une période de six mois). Toutefois, le taux sera immédiatement ajusté à la hausse ou à la baisse, en cas de modification significative du service offert (nombre de touchées en baisse, création ou arrêt d'un service commun, etc.).

Lors de la transformation d'une ligne spécialisée en ligne régulière cette modulation est appliquée dès la première escale suivant la date où le statut de ligne régulière a été accordé.

La qualité de ligne régulière est obtenue après instruction de la direction territoriale de Rouen, qui en informe l'Administration des douanes et droits indirects. Elle est automatiquement annulée si la ligne n'a pas effectué 4 escales au moins au cours du semestre au sein du port de Rouen. Pour bénéficier à nouveau de cette qualité, il sera nécessaire d'établir une nouvelle demande d'ouverture lors du retour de la ligne régulière. Les escales maritimes par navire escalant directement ou par navires feeders sont seules prises en compte.

1-2 Pour les lignes spécialisées de transport de marchandises diverses², les taux de la taxe sur le navire font l'objet des modulations suivantes en fonction du nombre N d'escales du service par semestre :

Escales/semestre	Abattement
$N \leq 4$	Pas d'abattement
$5 \leq N \leq 9$	15 %
$10 \leq N \leq 15$	22,5 %
à partir de la 16 ^{ème}	30 %

¹ Voir en ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN, conditions d'attribution de la qualité de ligne régulière ou de service commun.

² Voir en ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN, conditions d'attribution de la qualité de ligne spécialisée.

L'abattement appliqué pendant un semestre correspond au nombre d'escales réalisé au cours du semestre précédent. Toutefois, le taux sera immédiatement ajusté à la hausse ou à la baisse, en cas de modification significative du service offert.

Pour bénéficier des abattements prévus, les lignes spécialisées doivent justifier de la régularité des escales au cours des six mois précédents. Il n'est procédé à aucune rétroactivité.

La qualité de ligne spécialisée doit être agréée par la direction territoriale de Rouen. Elle est automatiquement annulée si la ligne spécialisée n'a pas effectué au moins 5 escales au cours du semestre. Pour bénéficier à nouveau de cette qualité, il sera nécessaire d'établir une nouvelle demande d'ouverture lors du retour de la ligne spécialisée.

- 2) Pour les navires qui, sans appartenir à des lignes régulières ou à des lignes spécialisées, fréquentent assidûment le port de Rouen, les taux de la redevance sur le navire font l'objet des modulations suivantes, en fonction du type de navire et du nombre d'escales du même navire au cours de l'année civile :

Pour les types 6 et 13 :
- à partir de la 10^e escale abattement de 15 %.

Pour les types 3, 4 et 5 :
- à partir de la 20^e escale abattement de 15 %.

- 3) Les modulations prévues au présent article III ne peuvent se cumuler avec celles mentionnées à l'ARTICLE II. Lorsque le redevable satisfait également aux conditions dudit ARTICLE II, il bénéficie de la modulation la plus favorable.

- 4) Pour l'activité croisière, un même armement bénéficie d'une modulation en fonction du nombre d'escales de ses navires au cours de l'année civile :

- 1^{ère} escale : pas d'abattement
- 2^e escale et 3^e escale : abattement de 25 %
- 4^e escale et suivantes : abattement de 50 %

- 5) Pour l'activité croisière, un abattement supplémentaire de 20 % s'applique à la sortie en cas d'une double escale Rouen amont - quais en Seine de Honfleur. Cet abattement est calculé sur le montant obtenu après mise en œuvre des abattements ci-dessus.

Pour les navires transportant des passagers effectuant une double escale Rouen - Honfleur ou inversement au sein du port de Rouen, les droits de port sont payés à l'entrée au 1^{er} poste touché et à la sortie au dernier poste touché.

ARTICLE IV Abattement supplémentaire accordé à certaines lignes régulières nouvelles

Un abattement supplémentaire du taux de base, dans la limite de 50 %, peut-être accordé pendant une durée maximum de deux ans aux navires d'une ligne régulière nouvellement créée sur un secteur géographique non encore desservi depuis ou vers le port de Rouen, ou contribuant significativement au développement sur un secteur géographique déjà desservi et qui garantit une régularité d'au minimum une touchée par mois. Il est cumulable avec le plus avantageux des abattements prévus aux articles II et III ci-dessus.

Cet abattement est subordonné à la présentation à l'Administration des douanes d'une attestation délivrée par la direction territoriale de Rouen. Au-delà de la période considérée, le régime général est seul appliqué.

SECTION II – REDEVANCE SUR LES MARCHANDISES

ARTICLE V Condition d'application de la redevance sur les marchandises prévue aux articles R5321-30 à R5321-33 du Code des Transports

- 1) Il est perçu sur les marchandises débarquées, embarquées ou transbordées, au sein du port de Rouen, une redevance soit au poids soit à l'unité déterminée par application des taux indiqués au tableau ci-après :

I – Redevance au poids brut (€/tonne)

NST2007 Division	NST2007 Groupe	Position / Cat. CPA2008	Sous-Catégorie CPA2008	Libellé NST2007	Débarquement	Embarquement ou transbordement
01				Produits de l'agriculture, de la chasse et de la forêt; poissons et autres produits de la pêche	1,652	1,652
	01.1			Céréales	0,782	0,459
	01.4			Autres légumes et fruits frais	1,083	1,083
	01.4	01.11.7		Légumes à cosse, secs (Pois, fèves)	1,057	0,917
		01.26.9	01.26.90	Autres fruits oléagineux	1,027	0,890
	01.5			Produits sylvicoles et de l'exploitation forestière	1,083	1,083
		02.20.1	02.20.11	Grumes de conifères	0,671	0,671
			02.20.12	Grumes de feuillus, à l'exclusion des bois tropicaux	0,671	0,671
			02.20.13	Grumes de bois tropicaux	1,037	0,887
			02.20.14	Bois de chauffage	0,671	0,671
			02.30.20	Liège naturel, brut ou simplement préparé	1,037	0,887
	01.7	01.11.9		Autres oléagineux	1,027	0,890
		01.19.1		Plantes fourragères	1,027	0,890
		01.27.1	01.27.14	Cacao en fèves	1,083	1,083
		01.29.1		Caoutchouc naturel brut	1,083	1,083
	01.8			Animaux vivants	Redevance à l'unité	Redevance à l'unité
02				Houille et lignite ; pétrole brut et gaz naturel	0,233	0,370
	02.1			Houille et lignite	0,233	0,370
	02.2			Pétrole brut	0,794	0,506
		06.10.2	06.10.20	Sables et schistes bitumineux	0,777	0,777
	02.3			Gaz naturel	0,773	0,492
03				Minerais métalliques et autres produits d'extraction ; tourbe ; minerais d'uranium et de thorium	1,023	0,777
	03.1			Minerais de fer	1,023	0,679
	03.2			Minerais de métaux non ferreux (hors uranium et thorium)	1,023	0,679
	03.3			Minéraux (bruts) pour l'industrie chimique et engrais naturels	0,777	0,777
		08.91.1	08.91.11	Phosphates de calcium naturel ou phosphates aluminés-calciques	0,683	0,388
			08.91.19	Kiésérite, sulfate de magnésium	0,476	0,777
	03.4			Sel	0,435	0,521
	03.5			Pierre, sables, graviers, argiles, tourbe et autres produits d'extraction n.c.a.	0,521	0,521
		08.12.1	08.12.11	Sables naturels	0,411	0,293
			08.12.12	Granulats, roches concassées ; cailloux et graviers	0,411	0,293
			08.12.19	Terres, déblais (à l'exclusion des 08.12.11, 08.12.12 et 08.12.13)	0,521	0,000
		08.99.2	08.99.22	Pierre ponce	0,521	0,521
			08.99.29	Autres minéraux	0,521	0,521
04				Produits alimentaires, boissons et tabac	1,652	1,652
	04.4			Huiles, tourteaux et corps gras	1,027	0,890
		10.41	10.41.4	Tourteaux	0,310	0,890
	04.6			Farines, céréales transformées, produits amyliacés et aliments pour animaux	1,057	0,784
		10.61.4	10.61.40	Sons et autres résidus de meunerie	1,027	0,890
		10.62.1	10.62.11	Amidons ; inuline ; gluten de blé ; dextrines et autres amidons modifiés	0,997	0,997
		10.62.2	10.62.20	Résidus d'amidonnerie	1,027	0,890
		10.91.1	10.91.10	Aliments pour animaux de ferme, à l'exclusion des fourrages déshydratés (luzerne)	1,027	0,890
		10.91.2	10.91.20	Fourrages déshydratés (luzerne)	1,027	0,890
		10.92.1	10.92.10	Aliments pour animaux de compagnie	1,027	0,890
	04.7			Boissons	1,083	1,083
		11.06.1	11.06.10	Malt, malt d'orge ou d'autres céréales, torréfié ou non	1,057	0,917
	04.8			Autres produits alimentaires n.c.a. et tabac manufacturé (hors messagerie ou groupage alimentaire)	1,652	1,652
		10.81.1		Sucre de canne ou de betterave, brut ou raffiné ; mélasses	1,479	0,936
			10.81.14	Mélasses	1,027	0,890
		10.81.2	10.81.20	Pulpe de betteraves, bagasses et autres résidus de sucrerie	1,027	0,890
05				Textiles et produits textiles ; cuir et articles en cuir	3,378	1,737
06				Bois et produits du bois et du liège (hormis les meubles) ; vannerie et sparterie ; pâte à papier ; papier et articles en papier, produits imprimés et supports enregistrés	3,378	1,574
	06.1			Produits du travail du bois et du liège (sauf meubles)	1,083	1,083
		16.10.1	16.10.10	Bois, sciés ou déossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur supérieure à 6 mm ; traverses de chemins de fer en bois, non traitées	1,037	0,887
		16.2		Bois bruts ; traverses de chemins de fer en bois, imprégnées ou autrement traitées	3,378	1,574
		16.21.1		Panneaux de bois	1,593	1,064
			16.21.14	Panneaux de fibres de bois ou d'autres matières ligneuses	0,882	0,752
		16.29.1	16.29.15	Pellets et briquettes de bois pressés ou agglomérés et de déchets ou débris végétaux	0,000	0,000
	06.2			Papiers et cartons	3,378	1,574
		17.11.1		Pâte à papier, pâtes de bois et d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,539	0,661
07				Coke et produits pétroliers raffinés	1,024	1,024
	07.1			Cokes et goudrons; agglomérés et combustibles solides similaires	1,024	1,024
		19.10.1	19.10.10	Cokes et semi-cokes de houille, de lignite ou de tourbe ; charbon de corne	0,314	1,024
		19.10.2	19.10.20	Goudrons de houille, de lignite ou de tourbe ; autres goudrons minéraux	0,314	1,024
		19.10.3	19.10.30	Brai et coke de brai	0,314	1,024
	07.2			Produits pétroliers raffinés liquides	0,845	0,000
	07.3			Produits pétroliers raffinés gazeux, liquéfiés ou comprimés	0,794	0,506
		19.20.3	19.20.31	Butane et propane, liquéfiés	0,794	0,506
			19.20.32	Éthylène, propylène, butylène, butadiène et autres gaz de pétrole ou hydrocarbures gazeux, à l'exclusion du gaz naturel	0,794	0,506
	07.4			Produits pétroliers raffinés solides ou pâteux	0,794	0,506
		19.20.4	19.20.41	Vaseline ; paraffine ; cires de pétrole et autres	0,794	0,506
			19.20.42.a	Coke de pétrole	0,314	0,506
			19.20.42.b	Bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole	0,794	0,506

NST2007 Division	NST2007 Groupe	Position / Cat. CPA2008	Sous-Catégorie CPA2008	Libellé NST2007	Débarquement	Embarquement ou transbordement
08				Produits chimiques et fibres synthétiques; produits en caoutchouc ou en plastique; produits des industries nucléaires	3,378	1,737
	08.1			Produits chimiques minéraux de base	0,997	0,997
		20.13.4	20.13.41	Sulfate	0,476	0,997
			20.13.43	Carbonates	0,175	0,997
		20.13.6	20.13.66	Sulfure, à l'exclusion du soufre sublimé, précipité ou colloïdal	0,777	0,777
			20.13.67	Pyrites de fer grillées	1,023	0,679
			20.13.68	Quartz piézo-électrique ; autres pierres précieuses et semi-précieuses synthétiques ou reconstituées, brutes	2,158	1,737
		35.21.1	35.21.10	Gaz de houille, gaz à l'eau, gaz de gazogène et gaz similaires, autres que gaz de pétrole	0,773	0,492
	08.2			Produits chimiques organiques de base	0,997	0,997
		20.14.2	20.14.21	Alcools gras industriels	1,027	0,890
			20.14.22	Methanol, alcools méthyliques	1,027	0,890
		20.14.3	20.14.31	Acides monocarboxyliques gras industriels ; huiles acides de raffinage	1,027	0,890
		20.14.7	20.14.72	Charbon de bois	1,083	1,083
			20.14.74	Alcools ethyliques non dénaturés (Ethanol)	1,027	0,890
			20.14.75	Alcools ethyliques dénaturés	1,027	0,890
	08.3			Produits azotés et engrais (hors engrais naturels)	1,023	0,679
		20.15		Engrais et composés azotés (liquides)	0,714	0,679
		20.15		Engrais et composés azotés (solides ou ensachés)	0,476	0,000
			20.15.10	Ammoniac anhydre	0,509	0,509
	08.4			Matières plastiques de base et caoutchouc synthétique primaire	0,997	0,997
		20.17.1	20.17.10	Caoutchouc synthétique sous formes primaires	1,083	1,083
	08.5			Produits pharmaceutiques et parachimiques, y inclus les pesticides et autres produits agrochimiques	0,997	0,997
		20.53.1	20.53.10	Huiles essentielles	1,083	1,083
		20.59.2	20.59.20	Graisses et huiles animales ou végétales modifiées chimiquement ; mélanges non comestibles de graisses et d'huiles animales ou végétales	1,027	0,890
		20.59.4	20.59.41	Lubrifiants spéciaux	0,773	0,492
		20.59.5	20.59.58	Biodiesels	0,997	0,997
			20.59.59	Autres produits chimiques divers	0,997	0,997
	08.6			Produits en caoutchouc ou en plastique	3,378	1,574
09				Autres produits minéraux non métalliques	2,158	1,737
	09.2	23.51.1		Ciment	0,777	0,777
	09.3			Autres matériaux de construction, manufacturés	2,158	1,737
		23.6		Ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre	0,777	0,777
10				Métaux de base; produits du travail des métaux, sauf machines et matériels	3,078	2,531
	10.1			Produits sidérurgiques et produits de la transformation de l'acier (hors tubes et tuyaux)	1,023	0,679
	10.2			Métaux non ferreux et produits dérivés	1,023	0,997
	10.3			Tubes et tuyaux	1,023	0,679
	10.4			Éléments en métal pour la construction	2,158	1,401
	10.5			Chaudières, quincaillerie, armes et munitions et autres articles manufacturés en métal	2,158	1,401
		25.99.2	25.99.29	Autres articles en métaux communs n.c.a.	1,023	0,679
11				Machines et matériel, n.c.a.; machines de bureau et matériel informatique; machines et appareils électriques, n.c.a.; équipements de radio, télévision et communication; instruments médicaux, de précision et d'optique, montres, pendules et horloges	3,078	2,531
12				Matériel de transport	3,078	2,531
13				Meubles ; autres produits manufacturés n.c.a.	3,378	1,574
14				Matières premières secondaires ; déchets de voirie et autres déchets	2,158	1,737
	14.1	38.1	38.11.31	Ordures ménagères et déchets de voirie non dangereux et non recyclables	0,997	0,997
	14.2			Autres déchets et matières premières secondaires	0,997	0,997
		38.11.5	38.11.51	Déchets de verre	2,158	1,737
			38.11.52	Déchets de papiers et cartons	0,000	0,661
			38.11.53	Pneumatiques usagés	0,765	0,370
			38.11.54	Autres déchets de caoutchouc	0,765	0,370
			38.11.55	Déchets plastiques	0,000	0,997
			38.11.56	Déchets de matières textiles	0,000	1,083
			38.11.58	Déchets métalliques non dangereux, laitiers de hauts fourneaux	0,233	0,521
			38.11.59	Autres déchets recyclables non dangereux n.c.a. - Déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes ou sous formes simil. (à l'excl. des sciures et des boulettes)	0,000	0,671
		38.12.2	38.12.25	Huiles usagées	0,765	0,370
		38.21.4	38.21.40	Cendres et résidus issus de l'incinération des déchets	0,521	0,521
		38.21.5	38.21.50	Pellets de déchets de voirie	0,000	0,000
		38.32.2	38.32.23	Combustibles solides de récupération	0,000	0,000
15				Courriers, colis	2,819	2,819
16				Équipement et matériel utilisés dans le transport de marchandises		
	16.1			Conteneurs et caisses mobiles en service, vides		
17				Marchandises transportées dans le cadre de déménagements (biens d'équipement ménager et mobilier de bureau) ; bagages et biens d'accompagnement des voyageurs ; véhicules automobiles transportés pour réparation ; autres biens non marchands, n.c.a.		Redevance à l'unité
18				Marchandises groupées : mélange de types de marchandises qui sont transportées ensemble		
19				Marchandises non identifiables ; marchandises qui, pour une raison ou pour une autre, ne peuvent pas être identifiées et ne peuvent donc pas être classées dans l'un des groupes 1 à 16	2,819	2,819
20				Autres marchandises, n.c.a.	2,819	2,819

II – Redevance à l'unité (€/unité)

Désignation des marchandises	Débarquement	Embarquement ou transbordement
Conteneurs et remorques		
1. Conteneurs et remorques		
1.1 Conteneurs vides	0,000	0,000
1.2 Conteneurs pleins, autres que conteneurs sur remorque au tarif 1.3. ci-dessous	0,000	0,000
1.3 Remorques routières accompagnées et non accompagnées sur navires de type 2, tracteurs ne faisant pas l'objet de transaction commerciale		
pleines	8,651	8,651
vides	2,163	2,163
1.4 Conteneurs ou caisses mobiles sur navires de type 2 manutentionnés en roro sur remorque domestique:		
pleines	8,984	8,984
vides	2,247	2,247
2. Véhicules de tourisme ne faisant pas l'objet de transactions commerciales	3,078	2,531
Animaux vivants		
Poids < 10 kg	0,683	0,615
Poids ≥ 10 kg < 100 kg	1,365	1,633
Poids ≥ 100 kg	2,733	2,651

- 2) Les marchandises en transbordement sont les marchandises déchargées d'un navire puis rechargées, sans transformation, sur un autre navire, au sein du port de Rouen à condition que le stockage à terre et sur le quai n'ait pas dépassé une durée de 45 jours.
- 3) Les marchandises successivement embarquées et débarquées d'un point à un autre au sein du port de Rouen sont soumises à une redevance unique perçue au débarquement. Cette redevance est équivalente à la moitié du cumul de la redevance qui serait due à l'embarquement et de celle qui serait due au débarquement de la catégorie concernée.

ARTICLE VI Conditions de liquidation des redevances du tableau figurant à l'ARTICLE V

- 1) Pour chaque déclaration, les redevances prévues à la partie I du tableau figurant à l'ARTICLE V.1) sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie.

a) Elles sont liquidées :

- à la tonne lorsque le poids imposable est supérieur à 900 kg ;
- au quintal lorsque le poids est égal ou inférieur à 900 kg.

Toute fraction de tonne ou de quintal est comptée pour une unité.

La liquidation de la redevance au quintal est égale au dixième de la redevance à la tonne.

b) Sous réserve des exemptions applicables aux cadres, conteneurs et caisse-palettes, les emballages sont, en principe, assujettis au même taux que les marchandises qu'ils contiennent. Toutefois, lorsqu'une déclaration se rapporte à des marchandises de plusieurs catégories, la totalité des emballages est classée d'office dans la catégorie dominant en poids.

- 2) Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une redevance au poids brut et le nombre pour les marchandises, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une redevance à l'unité.

À l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids ou le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

- 3) Si toutes les marchandises font l'objet d'une même déclaration au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus élevée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé, la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

- 4) En application des dispositions de l'article R5321-51 du Code des Transports :
- Le minimum de perception est fixé à 4,00 € par déclaration.
 - Le seuil de perception est fixé à 2,00 € par déclaration.
- 5) La redevance sur les marchandises n'est pas due dans les cas énumérés à l'article R5321-33 du Code des Transports, et notamment dans les cas suivants :
- les produits livrés à l'avitaillement ;
 - les bagages accompagnant les passagers ;
 - la tare des cadres, conteneurs, palettes, etc.

SECTION III – REDEVANCE SUR LES PASSAGERS

ARTICLE VII Conditions d'application de la redevance sur les passagers prévue aux articles R5321-34 à R5321-36 du Code des Transports

- 1) **Navires :** Il est dû, à charge de l'armateur, par passager débarqué, embarqué ou transbordé une redevance de 3,063 € par passager.

Unités fluviales : Il est dû, à charge de l'armateur, par passager débarqué, embarqué ou transbordé une redevance de 2,440 € par passager. Elle n'est pas perçue par l'administration des douanes mais directement par le GPFMAS (disposition prévue à l'article L5321 -1 du Code des Transports).
- 2) Ne sont pas soumis à la redevance sur les passagers :
 - les enfants âgés de moins de quatre ans ;
 - les militaires voyageant en formations constituées ;
 - le personnel de bord ;
 - les agents de l'armateur voyageant pour les besoins du service et munis d'un titre de transport gratuit ;
 - les agents publics dans l'exercice de leurs missions à bord.
- 3) Les passagers qui ne débarquent ou n'embarquent que temporairement au cours de l'escale bénéficient d'un abattement égal à 50 % de la redevance perçue pour le débarquement et l'embarquement.
- 4) En application des dispositions de l'article R5321-51 du Code des Transports :
 - Le minimum de perception est fixé à 14,00 € par déclaration.
 - Le seuil de perception est fixé à 7,00 € par déclaration.
- 5) Pour les passagers effectuant une double escale sur les quais Rouen - Honfleur ou inversement, les droits de port sont payés à l'entrée au 1^{er} poste touché et à la sortie au dernier poste touché.

Zone Rouen

Site portuaire de HAROPA PORT | Rouen du GPFMAS (ci-après nommé « le port de Rouen », « HAROPA PORT | Rouen » ou « la direction territoriale de Rouen »)



TARIFICATION NAVIRES TRAVERSANT

Cette partie du tarif est applicable aux navires traversant le port de Rouen à destination ou en provenance des ports fluviaux situés à l'amont.

SECTION I – REDEVANCE SUR LE NAVIRE

ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

ANNEXE 3 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

SECTION I – REDEVANCE SUR LE NAVIRE

ARTICLE I

- 1) Il est perçu sur tout navire de commerce (ou autre bâtiment traversant dans un sens ou dans un autre les aménagements du port de Rouen pour accéder au réseau de navigation fluviale pour y embarquer, débarquer ou transborder des marchandises ou des passagers), une redevance déterminée en fonction du volume géométrique du navire calculé comme indiqué à l'article R4323-9 du Code des Transports, par application des taux indiqués au tableau ci-après, en euros par mètre cube.

Le volume V est établi par la formule ci-après : $V = L \times b \times Te$

dans laquelle V est exprimé en mètres cubes, L, b, Te représentent respectivement la longueur hors tout du navire, sa largeur maximale et son tirant d'eau maximal d'été, et sont exprimés en mètres et décimètres, soit arrondis à une décimale. ⁽¹⁾⁽²⁾

La valeur du tirant d'eau maximal du navire prise en compte pour l'application de la formule ci-dessus ne peut, en aucun cas, être inférieure à une valeur théorique égale à $0,14 \times \sqrt{L \times b}$ (L et b étant respectivement la longueur hors tout et la largeur maximale du navire).

Types de navires	Entrées (€/m ³)	Sorties (€/m ³)
1. Navires à passagers	0,086	0,086
2. Navires transbordeurs	0,086	0,086
3. Navires transportant des hydrocarbures liquides	0,325	0,218
4. Navires transportant des gaz liquéfiés	0,227	0,165
5. Navires transportant principalement des marchandises liquides en vrac autres qu'hydrocarbures	0,227	0,165
6. Navires transportant des marchandises solides en vrac	0,249	0,152
7. Navires réfrigérés ou polythermes	0,144	0,131
8. Navires de charges à manutention horizontale	0,114	0,095
9. Navires porte-conteneurs	0,114	0,095
10. Navires porte barges	0,114	0,095
11. & 12. Aéroglisseurs et hydroglisseurs	0,084	0,084
13. Navires autres que ceux désignés ci-dessus	0,176	0,111

¹ En cas de divergences sur une ou des dimensions géométriques du navire, le certificat international de jaugeage pour la largeur maximale et le document dit « ship particulars » pour la longueur hors tout et le tirant d'eau maximal d'été, font autorité.

² L, b et Te sont arrondis au décimètre le plus proche, soit au décimètre supérieur lorsque le chiffre des centimètres est égal ou supérieur à 5 et au décimètre inférieur lorsque le chiffre des centimètres est inférieur à 5. V est quant à lui arrondi à la valeur entière la plus proche.

- 2) Le minimum de perception est fixé à 226,00 € par navire.
Le seuil de perception est fixé à 113,00 € par navire.
- 3) Le type du navire est déterminé en fonction de sa cargaison dominante.

ARTICLE II Modulations en fonction de la fréquence des traversées

- 1) Pour les navires de lignes régulières¹ mis à la disposition du public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance (article R5321-24 du Code des Transports), les taux de la redevance sur le navire (applicables à partir de la 4^e touchée avec effet rétroactif dès la première touchée) font l'objet des modulations suivantes en fonction du nombre N d'escales de la ligne par semestre :

Escales/semestre	Abattement
$N \leq 3$	Pas d'abattement
$4 \leq N \leq 8$	7,5 %
$9 \leq N \leq 11$	15 %
$12 \leq N \leq 16$	25 %
$17 \leq N \leq 24$	40 %
$25 \leq N < 37$	50 %
$38 \leq N \leq 54$	55 %
$55 \leq N \leq 74$	60 %
$75 \leq N \leq 124$	65 %
$125 \leq N \leq 249$	70 %
$250 \leq N$	75 %

À la création de la ligne, la modulation correspond au nombre d'escales estimé sur six mois jusqu'au terme du premier semestre civil d'exploitation.

Semestres suivants : modulation correspondant au nombre d'escales réalisées au cours du semestre précédent (rapporté à une période de six mois). Toutefois, le taux sera immédiatement ajusté à la hausse ou à la baisse, en cas de modification significative du service offert (nombre de touchées en baisse, création ou arrêt d'un service commun, etc.).

Lors de la transformation d'une ligne spécialisée en ligne régulière cette modulation est appliquée dès la première escale suivant la date où le statut de ligne régulière a été accordé.

La qualité de ligne régulière est obtenue après instruction de la direction territoriale de Rouen, qui en informe l'Administration des douanes et droits indirects. Elle tombe automatiquement si la ligne n'a pas effectué 4 escales au moins au sein du port de Rouen au cours du semestre. Pour bénéficier à nouveau de cette qualité, il sera nécessaire d'établir une nouvelle demande d'ouverture lors du retour de la ligne régulière. Les escales maritimes par navire escalant directement ou par navires feeders sont seules prises en compte.

- 2) Pour les lignes spécialisées de transport de marchandises diverses².

Les taux de la taxe sur le navire font l'objet des modulations suivantes en fonction du nombre N d'escales du service par semestre :

Escales/semestre	Abattement
$N \leq 4$	Pas d'abattement
$5 \leq N \leq 9$	15 %
$10 \leq N \leq 15$	22,5 %
à partir de la 16 ^{ème}	30 %

¹ Voir en **ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN**, conditions d'attribution de la qualité de ligne régulière ou de service commun.

² Voir en **ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN**, conditions d'attribution de la qualité de ligne spécialisée.

L'abattement appliqué pendant un semestre correspond au nombre d'escales réalisé au cours du semestre précédent. Toutefois, le taux sera immédiatement ajusté à la hausse ou à la baisse, en cas de modification significative du service offert.

Pour bénéficier des abattements prévus, les lignes spécialisées doivent justifier de la régularité des escales au cours des six mois précédents. Il n'est procédé à aucune rétroactivité.

La qualité de ligne spécialisée doit être agréée par la direction territoriale de Rouen. Elle est automatiquement annulée si la ligne spécialisée n'a pas effectué au moins 5 escales au cours du semestre. Pour bénéficier à nouveau de cette qualité, il sera nécessaire d'établir une nouvelle demande d'ouverture lors du retour de la ligne spécialisée.

- 3) Pour les navires de types 6 et 13 qui, sans appartenir à des lignes régulières, fréquentent assidûment le port de Rouen, les taux de la taxe sur le volume font l'objet de l'abattement suivant, en fonction du nombre d'escales du même navire au cours de l'année civile :

À partir de la 10^e escale abattement de 15 %

ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

Conditions d'attribution de la qualité de ligne régulière ou de service commun.

1) Critères de définition d'une ligne régulière

Ils sont déterminés par l'article R5321-24 du Code des Transports.

Les dispositions en sont les suivantes :

Une ligne de navigation est réputée régulière lorsqu'elle est constituée par un service maritime effectuant au minimum 4 escales par semestre ouvert au public selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance.

Fixation et respect de l'itinéraire

La régularité de la ligne implique un trajet bien déterminé qui peut représenter :

- soit un voyage "circulaire" ne comportant qu'une escale dans chaque port au cours d'un même trajet ;
- soit un voyage "aller et retour" avec un double passage dans chaque port non situé aux extrémités de l'itinéraire ;
- soit un voyage "aller et retour" ayant un parcours commun important par rapport au parcours total et un ou plusieurs parcours supplémentaires.

Une ligne régulière doit desservir l'ensemble des ports indiqués par l'itinéraire. Cependant, si faute de fret à embarquer ou à débarquer, les navires ne touchent pas l'un ou quelques-uns des ports compris dans ledit itinéraire, ou si, pour le motif inverse, ils accomplissent des escales supplémentaires, les navires bénéficient néanmoins de la réduction dans les ports de l'itinéraire, s'ils ont desservi la ligne sur la majeure partie.

Ouverture au public

La ligne régulière ne peut être considérée comme ouverte au public que si elle est effectivement utilisée par au moins trois chargeurs à chaque escale. L'armement doit en apporter la preuve en fournissant à la direction territoriale de Rouen le manifeste du navire pour chaque escale.

Communication de l'horaire

Les dates d'arrivée et de départ des navires dans les différents ports de la ligne, ainsi que les noms des navires doivent être connus suffisamment à l'avance suivant les besoins du trafic, par voie d'annonces ou d'affiches.

Une ligne régulière ne peut bénéficier des réductions sur les tarifs que si l'Administration des douanes a reconnu qu'elle remplissait les trois conditions précitées. Pour bénéficier des réductions liées aux lignes régulières, tout navire d'un armement de ligne régulière doit également respecter les conditions précitées.

2) Critères de définition d'un service commun

Les dispositions en sont les suivantes :

Pour qu'un navire exploité en commun par deux ou plusieurs compagnies soit considéré comme une seule et même ligne, il doit s'agir effectivement d'une association entre compagnies visant à l'exploitation conjointe du service, en vertu d'un programme établi d'un commun accord.

La fusion des compagnies doit donc être assez étroite à cet égard, l'ensemble du service étant réglé à la faveur d'une publicité commune par un organisme ou par des personnes se substituant, en l'occurrence, à chaque compagnie constitutive.

Une simple entente entre compagnies, visant à aménager les horaires de manière à limiter les effets de la concurrence, ne serait pas suffisante à cet égard.

3) Procédure pour une demande de mise en ligne régulière ou en service commun

L'agent maritime de la ligne ou son courtier fait une demande écrite, auprès de la direction territoriale de Rouen, de mise en ligne régulière de son service en justifiant que cette ligne répond aux trois critères précités. Dans cette demande, figureront les différents ports touchés dans la rotation de la ligne (en précisant si le port de Rouen est touché à l'entrée et / ou à la sortie), le nom des navires affectés à la ligne, le nombre de touchées prévues et un programme de départs.

La procédure pour une mise en service commun est la même mais la demande devra être cosignée par les différents armements exploitant le service commun ou un mandataire habilité à le faire.

La direction territoriale de Rouen informe l'Administration des douanes et droits indirects de la décision de mise en ligne régulière ou non.

Cette dernière a droit aux réductions sur les tarifs et la direction territoriale de Rouen en informe aussitôt l'agent maritime de la ligne et l'Union Syndicale de l'Armement et des Agents à Rouen.

4) Annonce des navires appartenant à une ligne régulière reconnue comme telle

Lorsque la ligne a été reconnue comme régulière, toute modification de la flotte des navires (y compris navires affrétés) assurant le service ou de l'organisation de la ligne (rotation, fréquence des touchées, ports touchés, service offert à la clientèle, etc.) doit être signalée dans les meilleurs délais, à la direction territoriale de Rouen.

ANNEXE 2 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

Conditions d'attribution de la qualité de ligne spécialisée

1) Critères de définition d'une ligne spécialisée de transport de marchandises diverses

Ils sont déterminés par la direction territoriale de Rouen, pour l'application des dispositions générales du Code des Transports (article R 5321-24). Les dispositions en sont les suivantes :

Une ligne de navigation qui effectue au minimum 5 escales par semestre est réputée spécialisée lorsqu'elle est constituée par un service maritime de transport de marchandises diverses assuré par des navires de la catégorie 8 (manutention horizontale), 9 (porte-conteneurs) ou 13 (general cargo), organisé par un seul armateur ou affréteur selon un itinéraire et un horaire fixés à l'avance :

Fixation et respect de l'itinéraire

Les navires de la ligne suivent un trajet bien déterminé.

Une ligne spécialisée doit desservir les ports indiqués par l'itinéraire.

Communication de l'horaire

Le nom des navires, les dates de départ du port « tête de ligne », ainsi que les dates d'arrivée dans le port de Rouen, doivent être annoncés à la direction territoriale de Rouen au moins 4 jours avant le départ du port « tête de ligne ».

2) Procédure pour une demande de mise en ligne spécialisée

L'agent maritime de la ligne ou son courtier fait une demande écrite à la direction territoriale de Rouen de mise en ligne spécialisée de son service en justifiant que cette ligne répond aux trois critères précités. Dans cette demande, figureront le type de marchandises transportées, le nom du service, le nom et les coordonnées de l'armateur, les différents ports touchés par la ligne, le nom des navires affectés à la ligne, le nombre de touchées prévues et un programme de départs. Sera jointe également à la demande, la justification des escales au sein du port de Rouen au cours des six mois précédents (liste des navires et date des escales).

Lors de la transformation d'une ligne spécialisée en ligne régulière cette modulation est appliquée dès la première escale suivant la date où le statut de ligne régulière a été accordé.

3) Annonce des navires appartenant à une ligne spécialisée reconnue comme telle

Lorsque la ligne a été reconnue comme spécialisée, toute modification de la flotte des navires assurant le service ou de l'organisation de la ligne (fréquence des touchées, ports touchés, service offert à la clientèle, nom des navires, etc.) doit être signalée, dans les meilleurs délais, à la direction territoriale de Rouen.

ANNEXE 3 AU TARIF DROIT DE PORT DE LA ZONE ROUEN

Bien-être des gens de mer

La contribution de la redevance sur le navire à l'accueil des équipages des navires ne constitue pas une redevance additionnelle mais la fraction du produit de la redevance sur le navire affectée au financement des actions de bien-être en faveur des gens de mer.

Les **sections IV et V** ci-dessous s'appliquent à l'ensemble du Secteur Maritime (Zone Le Havre et Zone Rouen).

SECTION IV – REDEVANCE DE STATIONNEMENT DES NAVIRES

ARTICLE I

- 1) Les navires ou engins flottants assimilés, à l'exception des navires de pêche dont le séjour dépasse une durée de 15 jours, soit en l'absence d'opérations commerciales, soit à l'exclusion du temps nécessaire aux opérations commerciales dans le port, sont soumis à une redevance de stationnement dont les taux en euros par mètre cube et par jour au-delà de la période de franchise sont les suivants :

Fraction de volume	Taux (€/m ³ /jour)
3 500 premiers m ³	0,011
De 3 501 m ³ à 17 500 m ³	0,009
À partir de 17 501 m ³	0,008

Le temps nécessaire aux opérations commerciales de débarquement, d'embarquement ou de transbordement de passagers ou de marchandises dans le port est déterminé, en fonction des usages locaux, par le commandant du port.

- 2) La redevance est à la charge de l'armateur. Le minimum de perception est de 116,00 € par navire, le seuil de perception est fixé à 58,00 € par navire (article R5321-51 du Code des Transports).
- 3) Sont exonérés de la redevance de stationnement :
- les navires stationnant dans les formes ou engins de radoub et aux postes d'armement affectés à la réparation navale ;
 - les navires disposant d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine établie par HAROPA PORT ;
 - les bâtiments de service des administrations de l'État et de HAROPA PORT ;
 - les navires affectés au pilotage et au remorquage qui ont HAROPA PORT comme point d'attache ;
 - les bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou de travaux.
- 4) Pour les navires ayant HAROPA PORT ou l'un de ses sites comme port d'attache figurant sur leur coque, les taux de la redevance de stationnement sont réduits de 50 %, et la période de franchise portée à trente jours.
- 5) Au-delà de la période de franchise, la redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire.

ARTICLE II

- 1) Les navires de pêche stationnant hors zones couvertes par une autorisation d'occupation temporaire sont soumis à une redevance de stationnement dont le taux est de 0,304 € par mètre cube et par jour. Cette redevance remplace la redevance d'équipement des ports de pêche.
- 2) La redevance n'est pas due pendant le stationnement dans les formes et engins de radoub et aux postes d'armement affectés à la réparation navale.
- 3) La durée du séjour est calculée sur la base de jours calendaires. Toute fraction de jour est comptée pour un jour.
- 4) La redevance de stationnement est à la charge de l'armateur. Le minimum de perception est de 6,00 € par navire. Le seuil de perception est fixé à 3,00 € par navire (article R5321-51 du Code des Transports).
- 5) La redevance de stationnement est exigible le dernier jour de chaque mois calendaire et au départ du navire.

SECTION V – REDEVANCE SUR LES DECHETS D'EXPLOITATION DES NAVIRES

En suite de l'Arrêté du 11 août 2022 modifiant l'arrêté du 15 octobre 2001 portant approbation des cadres types des droits de port et des redevances d'équipement

ARTICLE I

Il est perçu, à la sortie du port du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, sur tout navire de commerce ⁽¹⁾ une redevance sur les déchets des navires relevant de l'article L5334-7 du Code des Transports.

Cette redevance est à la charge de l'armateur. Elle est déterminée en fonction de la catégorie du navire par application des forfaits indiqués au tableau ci-après (ARTICLE II) en euros.

Les représentants des navires de commerce n'effectuant que des rotations entre secteurs maritimes du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine sont invités à se rapprocher des Capitaineries des directions territoriales de Rouen et du Havre quant aux modalités d'exemption de la redevance, dans le cadre notamment de l'ARTICLE VII ci-après.

ARTICLE II

Lorsqu'il est procédé au dépôt des déchets des navires dans le Grand Port Fluvio-Maritime de l'Axe Seine suivant les dispositions prévues par le plan de traitement et de réception des déchets du Grand Port Fluvio-Maritime de l'Axe Seine, le ou les prestataires de services ayant procédé à la collecte des déchets, mentionnée à l'article R5334-5 du Code des Transports, délivrent au capitaine du navire ou à son représentant un reçu de dépôt des déchets.

Les capitaines des navires ou leur représentant transmettent avant que le navire quitte le port ou dès réception du reçu par voie électronique à l'autorité investie du pouvoir de police portuaire les informations figurant dans le reçu.

Une redevance est perçue à chaque escale que le navire dépose ou non ses déchets. Cette redevance est différenciée par type et taille de navire conformément à l'article R5321-38 du Code des Transports, et se compose des termes suivants :

Type de navire	Forfait A - "Administratif"	Forfait L - "Liquide"	Forfait S - "Solide"
Type 1 - Paquebots	100 €	2 200 €	5 000 €
Type 2 - Navires transbordeurs		1 900 €	2 900 €
Type 3 - Navires transportant des hydrocarbures liquides tels que V ≤ 100 000 m ³		1 500 €	600 €
Type 3 - Navires transportant des hydrocarbures liquides tels que V > 100 000 m ³		2 400 €	900 €
Type 4 - Navires transportant des gaz liquéfiés		800 €	900 €
Type 5 - Navires transportant principalement des vracs liquides en vrac autres qu'hydrocarbures		1 500 €	600 €
Type 6 - Navires transportant des marchandises solides en vrac		1 100 €	1 400 €
Type 7 - Navires réfrigérés ou polythermes		800 €	600 €
Type 8 - Navires de charge à manutention horizontale		1 000 €	800 €
Type 9 - Navire porte-conteneurs tels que V ≤ 330 000 m ³		1 500 €	1 000 €
Type 9 - Navire porte-conteneurs tels que V > 330 000 m ³		2 500 €	1 500 €
Type 10 - Navires porte-barges		800 €	600 €
Type 11 & 12 - Aéroglisteurs ou hydroglisteurs		800 €	600 €
Type 13 - Navires autres que ceux désignés ci-dessus	800 €	1 200 €	

Où A représente les coûts administratifs indirects liés au dispositif.

Où L représente le coût de dépôt des déchets liquides (MARPOL I).

Où S représente le coût de dépôt des déchets solides (MARPOL V).

(1) Concernant les navires de pêche ou de plaisance, il convient aux exploitants de ces navires de se rapprocher des autorités exploitantes des ports de pêche ou de plaisance au Havre ou à Rouen au sujet de cette redevance sur les déchets des navires.

En fonction des reçus de dépôts transmis, le cas 1 ou 2 est applicable au navire :

1) Le navire n'a pas transmis de reçu de dépôt de ses déchets

Lorsque l'armateur ou son représentant n'a pas fourni de reçu de dépôt de ses déchets au sein du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, la redevance sur les déchets est perçue conformément à l'article L5321-3 du code des Transports (sauf disposition particulière, soumis à validation de l'autorité portuaire) et selon les forfaits présentés dans le tableau ci-dessus.

2) Le navire a transmis un reçu de dépôt de ses déchets

En cas de dépôt des déchets par le navire au sein du Grand Port Fluvio-Maritime de l'Axe Seine, sur présentation d'une attestation de dépôt émise par un collecteur agréé par l'autorité portuaire, l'armateur est éligible aux abattements suivants :

- Si le navire atteste du dépôt de ses déchets liquides : abattement égal au terme **L** de la redevance, qui est alors égale à **A+S**
- Si le navire atteste du dépôt de ses déchets solides : abattement égal au terme **S** de la redevance, qui est alors égale à **A+L**
- Si le navire atteste du dépôt de ses déchets liquides et solides : abattement égal aux termes **L+S** de la redevance, qui est alors égale à **A**

L'autorité portuaire informe le service des douanes du cas applicable.

Il est précisé que les navires, ayant déposé leurs déchets d'exploitation dans un port d'escale situé dans l'Union Européenne, Royaume uni et Norvège inclus, peuvent être exonérés du paiement des termes L et S de la redevance, sous réserve de fournir aux Capitaineries compétentes un certificat attestant du dépôt des déchets dans un port de ce range, validé par les Autorités Portuaires de ce port de moins de 15 jours pour les déchets solides et de deux mois pour les déchets liquides.

ARTICLE III Réduction et différenciation des redevances

Les redevances sont réduites conformément à l'article R5321-39 du Code des Transports selon :

- Le type d'activité du navire en particulier lorsqu'il s'agit de transport maritime à courte distance. Le transport maritime à courte distance étant celui qui réalise « l'acheminement de marchandises et de passagers par mer entre des ports situés en Europe géographique ou entre ces ports et des ports situés dans des pays non européens ayant une façade sur une mer fermée limitrophe de l'Europe. Le transport maritime à courte distance recouvre à la fois les activités de transport maritime nationales et internationales, dont les services de collecte, le long des côtes et au départ et à destination des îles, des fleuves et des lacs. Il comprend également les services de transport maritime entre les Etats membres de l'Union et la Norvège, l'Islande et les Etats riverains de la mer Baltique, de la mer Noire et de la mer Méditerranée » (extrait du deuxième rapport d'avancement bisannuel de juin 1999 de la Commission européenne).

Lorsqu'il s'agit de transport maritime à courte distance, les termes L et S de la redevance se voient appliquer un abattement de 20 %.

Cet abattement s'apprécie par le port de provenance figurant sur la Déclaration Navire Entrée.

- La conception, l'équipement et l'exploitation du navire démontrent que le navire génère une quantité réduite de déchets gérés de manière durable et respectueuse de l'environnement, conformément au règlement d'exécution (UE) 2022/91 de la commission du 21 janvier 2022 définissant les critères permettant de déterminer qu'un navire génère une quantité réduite de déchets et qu'il gère ceux-ci de manière durable et respectueuse de l'environnement.

Pour bénéficier de cette réduction, les navires doivent fournir aux Capitaineries des directions territoriales de Rouen et du Havre, un des deux justificatifs ci-dessous :

- Les reçus de dépôt des déchets dans le port de dépôt, le certificat de la société de classification qui a approuvé le plan de gestion des déchets du navire (avec copie du certificat de compliance à la norme ISO 14001) et le certificat de l'organisme Blue Angel validant l'appartenance du navire à la démarche.

Un plan de gestion des déchets du navire (ISO 14001) – Solide donne lieu à un abattement de 20% sur le terme S.

Un plan de gestion des déchets du navire (ISO 14001) – Liquide donne lieu à un abattement de 20% sur le terme L.

- Un certificat attestant du mode de propulsion du navire (configuré pour l'utilisation de carburants vertueux). Chaque Capitainerie conserve l'entière gestion de la liste des carburants vertueux ou mode de propulsion acceptés pour bénéficier d'un abattement de 20% sur le terme L.
- L'abattement du terme L de la redevance est porté à 100% pour les navires qui utilisent des carburants vertueux, ou dont la conception / les installations à bord permettent de ne générer qu'une quantité infime de déchets liquides. Cet abattement est accordé après une analyse réalisée par les Capitaineries.

Les deux abattements prévus dans cet article III ne sont pas cumulables.

ARTICLE IV

Une majoration de 10 % de la redevance est appliquée en cas de non-respect par les navires de la procédure relative aux dépôts des déchets conformément aux dispositions de l'article L5336-1-4 du Code des Transports.

ARTICLE V

La redevance sur les déchets des navires, définie au I ci-dessus, n'est pas applicable aux navires suivants :

- Navires affectés à l'assistance aux navires, notamment aux missions de pilotage, de remorquage, de lamanage et de sauvetage ;
- Navires affectés à la récupération des déchets et à la lutte contre la pollution ;
- Navires affectés aux dragages d'entretien, à la signalisation maritime, à la lutte contre l'incendie et aux services administratifs ;
- Navires en relâche forcée qui n'effectuent aucune opération commerciale ;
- Navires qui, ne pouvant avoir accès à une installation portuaire, sont contraints d'effectuer leurs opérations de débarquement, d'embarquement ou de transbordement en dehors du port ;
- Navires de guerre et navires exploités par l'État à des fins non commerciales ;
- Navires en réparation navale.

ARTICLE VI

En application des dispositions de l'article R5321-51 du Code des Transports :

- Le minimum de perception est fixé à 100,00 €.
- Le seuil de perception est de 100,00 €.

ARTICLE VII Exemption de la redevance

Les navires effectuant des services réguliers qui comportent des escales fréquentes et régulières dans l'un ou l'autre des sites portuaires de HAROPA PORT, comme précisés aux 12, 13 et 14 de l'article L5334-7 du Code des Transports ci-après, peuvent faire l'objet d'une exemption de la redevance.

- 12 « **Services réguliers** : services organisés sur la base d'horaires de départ et d'arrivée publiés ou planifiés entre deux ports déterminés ou des traversées récurrentes qui constituent un calendrier reconnu. »
- 13 « **Escales portuaires régulières** : trajets répétés d'un même navire formant une constante entre des ports déterminés ou série de voyages à destination et en provenance du même port sans escale intermédiaire. »
- 14 « **Escales portuaires fréquentes** : visites effectuées par un navire dans le même port au moins une fois par quinzaine. »

Sur demande des représentants des navires de commerce concernés, cette exemption est soumise à validation des Capitaineries des directions territoriales de Rouen et du Havre. L'autorité portuaire transmet la liste des navires concernés aux services des douanes.

SECTEUR FLUVIAL

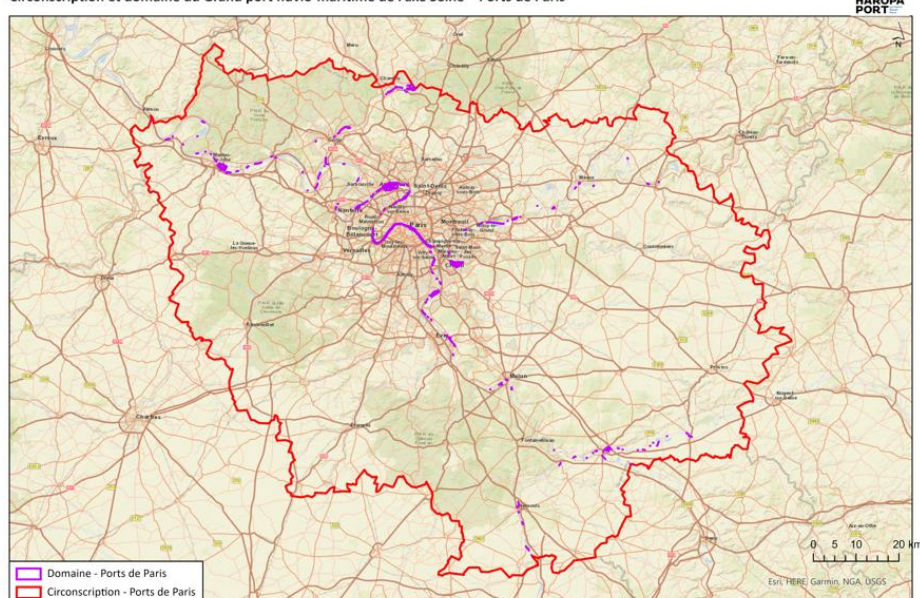
PARIS

SECTEUR FLUVIAL

Zone Paris

Site portuaire de HAROPA PORT | Paris du GPFMAS (ci-après nommé « les ports de Paris », « HAROPA Port | Paris » ou « la direction territoriale de Paris »)

Circonscription et domaine du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine – Ports de Paris



SECTION II – Redevance sur la marchandise

SECTION II – REDEVANCE SUR LA MARCHANDISE

Cette section est régie par les articles L5321-1, L4323 – 1^{er} alinéa, R4323-1 et suivants du Code des Transports pour les droits des ports fluvio-maritimes.

ARTICLE I

- 1) Il est perçu sur les marchandises déchargées, chargées ou transbordées dans les zones I et II des ports de Paris, définies au 2) du présent article, une taxe déterminée par application des taux indiqués au tableau ci-après :

Numéros de la nomenclature N.S.T.	Désignation des marchandises	Zones	
		I	II
		I - Taxation au poids brut (en euros/100 tonnes)	
0	Agriculture (dont céréales, matières textiles, bois, matières premières d'origine animale ou végétale)	27,48	14,23
1	Denrées alimentaires et fourrages (dont sucres, boissons, nourriture pour animaux, oléagineux)	25,60	17,50
2	Combustibles minéraux solides	13,28	7,11
3	Produits pétroliers	17,98	10,00
4	Minerais ferreux et déchets pour la métallurgie (dont ferrailles)	19,66	19,66
5	Produits métallurgiques	25,60	13,28
6	Minéraux bruts et manufacturés et matériaux de construction	0,00	0,00
61	Sables, graviers, argiles, scories	9,22	4,30
62	Sel, pyrites, soufre	25,58	13,27
63 (sauf 6399)	Autres pierres, terres et minéraux	9,22	4,30
6399	Terres pour remblais et produits de démolition inertes	4,30	4,30
64	Ciments, chaux	9,22	4,30
65	Plâtre	9,22	4,30
69 (sauf 6918)	Autres matériaux de construction manufacturés	25,60	13,28
6918	DIB (Déchets Industriels Banals) issus de chantiers	4,30	4,30
7	Engrais	17,50	13,28
8	Produits chimiques	25,60	13,28
83	(dont pâte à papier et cellulose)		
9 (sauf 9991-9992 & 9993)	Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	53,53	53,53
9993	DIB (Déchets Industriels Banals) d'origine ménagère (encombrants)	4,30	4,30

Numéros de la nomenclature N.S.T.	Désignation des marchandises	Zones	
		I	II
		II - Taxation à l'unité (en euros à l'unité)	
00	Animaux vivants	0,347	0,347
91 (sauf 9100)	Véhicules et matériel de transport	0,671	0,335
	Conteneurs pleins reçus :		
9991	Inférieurs à 30 pieds	2,196	2,196
9992	30 pieds et au-delà	4,379	4,379
	Conteneurs pleins expédiés pour l'exportation (via Rouen ou Le Havre)	0	0
	Conteneurs vides	0	0

- 2) Les différentes zones du port distinguées au 1) du présent article sont définies comme suit :

- **Zone I** : ports établis sur une emprise foncière propriété de HAROPA Port | Paris
- **Zone II** : autres ports

ARTICLE II

- 1) Pour chaque déclaration, les taxes prévues à la partie 1 du tableau figurant à l'ARTICLE I sont perçues sur le poids global des marchandises appartenant à une même catégorie. Toute fraction de tonne est comptée pour une unité.
- 2) Les déclarations doivent mentionner le poids brut total et le poids imposable par catégorie pour les marchandises faisant l'objet d'une taxation au poids brut et le nombre des animaux, véhicules ou conteneurs faisant l'objet d'une taxation à l'unité.

À l'appui de chaque déclaration relative à des marchandises relevant de plusieurs catégories, le déclarant doit joindre un bordereau récapitulatif faisant apparaître le poids et le nombre par article de déclaration et par catégorie. Ce bordereau doit être daté et signé par le déclarant.

- 3) Si toutes les marchandises faisant l'objet d'une même déclaration sont taxables au poids, le redevable a la faculté de demander que leur ensemble soit soumis au taux applicable à la partie la plus fortement taxée. Aucun bordereau récapitulatif n'est alors exigé, la déclaration doit simplement mentionner le poids global des marchandises déclarées.

L'absence de bordereau récapitulatif équivaut à l'acceptation par le déclarant de la liquidation simplifiée et il ne sera donné suite à aucune demande ultérieure tendant à obtenir la révision sur la base de la perception par catégorie.

- 4) Le seuil par déclaration au-dessous duquel les droits de port sur les marchandises ne sont pas perçus est fixé à 1 € par déclaration.

ARTICLE III Réductions applicables aux marchandises en transit douanier

- 1) Les marchandises débarquées ou transbordées qui sont acheminées sous l'un des régimes du transit ou du transbordement à destination de l'étranger sont exonérées de la taxe sur les marchandises.
- 2) Les marchandises embarquées qui sont arrivées directement de l'étranger en transit douanier sont exonérées de la taxe sur les marchandises.

ANNEXE 1 AU TARIF DROIT DE PORT HAROPA PORT

Dispositif extratarifaire en faveur des navires les moins polluants

Un dispositif incitatif en faveur de navires les moins polluants, au sens de la qualité de l'air, est mis en place sur une base annuelle par HAROPA PORT.

Il s'applique également aux navires de commerce propulsés au GNL, à voiles ou utilisant pour l'essentiel la propulsion vélique. Il n'entre pas dans le cadre du tarif des droits de port.

**Pour obtenir toutes les informations
sur ce dispositif, il est possible de contacter :**

POUR HAROPA PORT | LE HAVRE

Direction des Flux et des Filières

Tél : 02.32.74.72.03

Mail : ESI@haropaport.com

Toute correspondance à ce sujet doit être adressée à l'attention de :

HAROPA PORT | Le Havre

Direction des Flux et des Filières

Terre-Plein de la Barre,

CS 81413,

76067 Le Havre Cedex

France

POUR HAROPA PORT | ROUEN

Direction Finances, Pilotage et Performance

Tél : 02.35.52.96.35

Mail : ESI@haropaport.com

Toute correspondance à ce sujet doit être adressée à l'attention de :

HAROPA PORT | Rouen

Direction Finances, Pilotage et Performance

34, boulevard de Boisguilbert,

BP 4075,

76022 Rouen Cedex 3

France

www.haropaport.com

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2024-11-29-00012

Droits de Port - Grand Port Fluvio-Maritime de
l'Axe Seine

Numéro : DIR24-214

Date : 29 novembre 2024



GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE

DIRECTOIRE

DECISION

OBJET : Brochure tarifaire Droits de Port 2025

Vu :

- L'article R. 5321-3 du code des transports ;
- L'article R. 5321-5 du code des transports ;
- L'article R. 5321-9 du code des transports ;
- L'article R.5312-35 du code des transports ;
- La délibération CS24-16 du conseil de surveillance du 27 septembre 2024 approuvant la politique tarifaire 2025 ;
- L'avis du 1^{er} collège du conseil de développement territorial du Havre du 6 novembre 2024 ;
- L'avis du 1^{er} collège du conseil de développement territorial de Paris du 12 novembre 2024 ;
- L'avis du 1^{er} collège du conseil de développement territorial du Havre du 12 novembre 2024 ;
- Le courrier de l'Union Syndicale de l'Armement et des Agents de Rouen du 24 octobre 2024 ;
- Le courrier de l'Union Portuaire Rouennaise du 12 novembre 2024 ;
- L'avis favorable de la Direction Interrégionale des Douanes de Normandie en date du 27 novembre 2024 ;
- L'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Seine-Maritime en date du 12 novembre 2024 ;
- L'avis réputé favorable de Voies Navigables de France en date du 18 novembre 2024 ;
- L'avis réputé favorable de la Direction Interrégionale des Douanes d'Île-de-France en date du 18 novembre 2024 ;
- La note de la direction générale adjointe développement en date du 22 novembre 2024 ;
- La brochure tarifaire.

Le directoire :

- approuve la brochure tarifaire fixant les taux des droits de port applicable pour l'année 2025 amendée à la suite des demandes de modifications formulées par la place portuaire et par la Direction Interrégionale des Douanes de Normandie selon les modalités suivantes :
 - o diminution de 400€ de l'ensemble des forfaits « Liquides » de la redevance déchets : cette baisse mesurée est de nature à maintenir l'objectif d'inciter les navires à utiliser les collecteurs plutôt que de payer la redevance mais elle affiche aussi un objectif de compétitivité portuaire ;
 - o annulation de la forfaitisation de la redevance sur le navire pour les navires traversants à Rouen et révision des taux par application de la mesure d'augmentation générale de 1,8 %.
- autorise le président du directoire par intérim à transmettre au Commissaire du Gouvernement la brochure tarifaire précitée, ainsi que le procès-verbal de l'instruction et des consultations réalisées comprenant notamment les avis émis.
- décide que, sous réserve de l'absence d'opposition par le commissaire du Gouvernement dans le délai prévu à l'article R. 5321-7 du code des transports, la brochure tarifaire précitée sera :
 - affichée dans les locaux ouverts au public situés aux adresses mentionnées dans la note de la direction générale adjointe développement du 6 décembre 2023 susvisée ;
 - publiée sur le site internet du Grand Port Fluvio-Maritime de l'Axe Seine (www.haropaport.com) et mise à la disposition du public au siège du GPFMAS ;
 - publiée au recueil de actes administratifs des Préfectures des régions Normandie et Île-de-France.
- décide que, sous réserve du respect du délai mentionné à l'article R. 5321-9 du code des transports, les taux des droits de port figurant dans la brochure tarifaire entrent en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2025.

Christophe BERTHELIN,
Président du Directoire par
intérim



Krishnaraj DANARADJOU



Dominique RITZ



PJ : brochure tarifaire
Acte à caractère réglementaire

Florian WEYER



Antoine BERBAIN

